

MEMORIA LIBERTARIA



QUE PERSONNE NE NOUS VOLE L'HISTOIRE NI LA DOULEUR NI LA MÉMOIRE

Le 20 novembre 2020, cela fera 45 ans que le général Franco est mort. Le dictateur a provoqué en Espagne la mort d'un million de personnes, des civils en majorité.

Avant le décès du vieux général, la dictature avait été maintenue en vie par les mêmes ministres et secrétaires d'État franquistes qui ont formé ensuite, avec la collaboration de la gauche socialiste et communiste, le premier gouvernement de « transition vers la liberté ». Du-

rant les différents mandats de ces alliés de Franco, avant et après 1975, les meurtres contre les opposants se sont poursuivis en toute impunité. 45 ans après, aucun crime d'État n'a été jugé, aucun criminel à la solde de cet État n'a été jugé.

Après la mort de Franco, les partis de gauche affirmaient qu'après sa mort commencerait le « changement », avec une transition modèle où la justice serait la même pour tous. Ils légitimèrent ainsi la monarchie héritière

du dictateur. Cette gauche renouvelée – le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) et le PCE (Parti communiste espagnol) – fit croire aux Espagnols que le fascisme serait vaincu en votant oui à la Constitution monarchiste et à l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN. L'amnistie pour tous fut décrétée avec l'appui de ces partis de gauche : c'est-à-dire l'amnistie pour tous les franquistes coupables de crimes et pour les opposants au régime dictatorial.



1977. Signature des Pactes de la Moncloa. De gauche à droite, Enrique Tierno Galván (Parti socialiste populaire), Santiago Carrillo (Parti communiste espagnol), José María Triguera (Fédération socialiste catalane), Joan Reventós (Parti socialiste catalan), Felipe González (Parti socialiste ouvrier espagnol), Juan Ajuriaguerra (Parti nationaliste basque), Adolfo Suárez (Union du centre démocratique), Manuel Fraga (Alliance populaire), Leopoldo Calvo-Sotelo (Union du centre démocratique) et Miquel Roca (minorité catalane).

Les criminels et les assassins agissant durant la dictature continuèrent à gouverner, à emprisonner, à torturer et à assassiner. Les mêmes militaires, les mêmes policiers, les mêmes juges, la même oligarchie financière et leurs hommes de main à l'intérieur et à l'extérieur de la frontière espagnole. L'Europe se fit complice du régime franquiste, sous le manteau de l'impunité dès 1955, quand l'Espagne entra à l'ONU. Des États comme la France soutinrent la dictature espagnole pendant près de 40 ans de crimes, de tortures, de prisons et de camps de concentration.

La nation libre et souveraine dont parlait la gauche « renouvelée » était une farce. Le peuple ne fut pas plus libre qu'avant 1977 ; il continua à être exploité, soumis et gouverné par ceux qui avaient toujours été au pouvoir depuis 1939. La souveraineté n'exista ni pour le peuple ni au Parlement, mais elle profita aux multinationales qui en furent les principales bénéficiaires.

Les proclamations des socialistes sur la « souveraineté nationale » coïncidèrent, en 1982, avec l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN. Sous le gouvernement du socialiste Felipe González, les *marines* et les aviateurs de l'armée américaine continuèrent à occuper le territoire espagnol sur les bases militaires de Saragosse, Bardenas, Morón, Torrejón et Rota.

En Espagne, seul le nom de certaines institutions changea, de même que la couleur des uniformes des militaires et des policiers. Le Tribunal d'ordre public fut rebaptisé Audience nationale, et la « transition pour la liberté » s'effectua avec les mêmes juges que sous la dictature. Les plus célèbres tortionnaires de la Brigade politique et sociale ont continué d'agir et de circuler librement dans les rues durant la démocratie. Les plus importants d'entre eux sont toujours en vie. Beaucoup ont été promus et décorés par le « gouvernement de la démocratie ». Les phalangistes historiques, les tueurs du GAL-PSOE,

Les criminels et les assassins agissant durant la dictature continuèrent à gouverner, à emprisonner, à torturer et à assassiner. Les mêmes militaires, les mêmes policiers, les mêmes juges, la même oligarchie financière et leurs hommes de main à l'intérieur et à l'extérieur de la frontière espagnole.

les guérilleros du Christ-Roi et une pléiade d'organisations paramilitaires complètent le tableau ¹.

Durant les années qui suivirent la mort de Franco, les associations de mémoire historique décomptent plus d'assassinats de militants de gauche et de syndicalistes que dans les dernières années de la vie du dictateur. Après la mort de ce dernier, des militants furent assassinés, des conseils de guerre interminables eurent lieu et des états d'exception furent proclamés par les autorités dans de nombreuses régions.

Les partis de gauche assumèrent et digèrent les pièges du « pacte de transition pour la liberté » ; le système génocidaire se perpétua. Pendant ce temps, les députés du PCE et du PSOE participaient à des dîners avec leurs homologues d'extrême-droite, sous les lambris des palais espagnols.

Le « pacte de la Moncloa » fut signé en 1977 au palais de la Moncloa, au cours de la « transition démocratique espagnole », entre le Gouvernement et les partis politiques ayant une représentation parlementaire, les associations professionnelles, les syndicats de gauche (l'UGT, Union générale des travailleurs – socialistes –, et les Commissions ouvrières – communistes). Ce pacte avait pour objectif d'assurer une transition sereine vers un sys-

tème démocratique et adopter une politique économique efficace afin de lutter contre une inflation élevée. Cela signifia la criminalisation de la CNT et du mouvement anarchiste, la démobilisation de toute la classe ouvrière menacée de répression et de licenciement. Avec l'effondrement des luttes sociales et syndicales, ils imposèrent la monarchie, en muselant les militants avec une constitution rédigée par des fas-

adaptés en imitant les normes européennes et américaines. Les années ont passé, et des pays comme l'Afrique du Sud, le Chili ou l'Argentine ont entamé des processus de vérité historique, de justice et de réparation, qui ont mis en évidence, devant le monde, la stratégie en matière de droits de l'homme de la singulière « transition espagnole ». Au moins une génération de jeunes a été éduquée en tournant le dos à la sombre réa-



2 juillet 1977, Barcelona. Meeting de la CNT

cistes recyclés en démocrates serviles, avec la complicité de la gauche « progressiste ».

Le combat pour la mémoire historique

Franco est mort, mais l'État lui a survécu. Le pouvoir et la corruption ont changé de mains et se sont

lités du passé. L'ignorance du passé est l'absolution du présent ; elle permet de le manipuler pour servir les intérêts des partis politiques. C'est ce qu'ils voulaient, les uns et les autres, pour construire sur l'ignorance et la manipulation un complot « démocratique » qui leur serait favorable.

1. En 1982, des groupes clandestins furent créés par de hauts fonctionnaires du ministère espagnol de l'Intérieur dirigés par José Barrionuevo, membre du gouvernement socialiste de Felipe González. Disposant de fonds secrets, ils étaient composés de membres des services spéciaux espagnols, de la *Guardia Civil* (équivalent de la gendarmerie) et de la Police nationale. Ceux-ci recouraient eux-mêmes aux services de criminels de droit commun pour leurs opérations. L'objectif des GAL (Groupes anti-terroristes de libération) était d'éliminer les militants basques espagnols vivant au Pays basque français.

Les GAL s'inscrivaient dans une mouvance anti-terroriste clandestine. Durant la dictature de Franco et pendant la transition démocratique, différentes organisations recouraient déjà à des méthodes illégales pour combattre l'ETA et les organisations anarchistes, comme Triple A, les Guérilleros du Christ-Roi, le Bataillon basque espagnol, les Commandos anti-marxistes, les Groupes armés espagnols et Antiterrorisme ETA. Certaines d'entre elles bénéficiaient d'appuis politiques au plus haut niveau. Des membres des corps de sécurité de l'État n'hésitaient pas non plus à pratiquer une « guerre sale » contre le terrorisme.

Pourtant, les associations défendant la mémoire historique, les historiens, les juristes et les journalistes ont persisté. Sous leur pression, en 2007, une « loi de la mémoire historique » a été approuvée par le gouvernement socialiste de José Luís Rodríguez Zapatero : il aura fallu plus de trente ans pour adopter une telle loi. Il était temps !

Les partis signataires des pactes de la Moncloa avaient élaboré une loi d'amnistie en 1977, qui était une loi à part entière, une législation qui exonère les coupables du régime franquiste, qui les empêche d'être tenus responsables de leurs crimes devant les tribunaux. Le « pacte du silence » scellé avec l'accord des partis de gauche a enlevé tout espoir pour que justice soit rendue aux victimes du franquisme et leurs familles.

L'autre question brûlante était l'annulation des procès et la suppression des conseils de guerre, du tribunal d'ordre public ou du tribunal spécial pour la répression de la franc-maçonnerie et du communisme. Bien que la loi Zapatero ait reconnu l'illégitimité des tribunaux, elle n'a pas agi en conséquence, en n'annulant pas les sentences et en n'engageant pas l'État à réparer les dommages causés aux victimes ou à leurs descendants.

Les gouvernants ont donc transmis aux victimes de crimes contre l'humanité la tâche de demander des annulations aux tribunaux hérités du franquisme. Un piège qui a été rapidement découvert, puisque les tribunaux, composés de magistrats réactionnaires, ont refusé de rendre justice, prétendant qu'ils ne pouvaient pas annuler des décisions de justice légales dans le passé.

En 2017, cependant, le Parlement catalan a voté une loi pour



4 mai 1941. Libération par les Britanniques du camp de concentration et d'extermination nazi de Neuengamme. Le déporté anarchiste Luciano Allende aide un de ses compagnons catalans

annuler les procès de Franco tenus en Catalogne. Il s'agissait d'une résolution plus symbolique que pratique, sans pouvoir de recours ou de plainte auprès de l'État espagnol. Rendre justice, agir légalement contre les franquistes responsables de crimes et de tortures, il ne pouvait en être question. Les plus tenaces et les plus combatifs des défenseurs de la vérité historique ont dû se tourner vers l'Argentine pour y demander la justice que leur pays leur refusait.

Bien d'autres questions restent en suspens ; elles concernent le pillage économique et patrimonial, la réquisition de biens et de propriétés appartenant aux répu-

blicains, l'escroquerie franquiste de la confiscation de l'argent républicain et le travail forcé des prisonniers « rouges ». Rien ne fut fait pour rendre leur dignité aux guérilleros antifranquistes, aux internés dans les camps nazis et aux militants victimes de la répression durant la « transition démocratique ».

L'enlèvement de nouveaux nés a démarré dans les prisons pendant la dictature. Après la mort de Franco, les vols de nourrissons se sont prolongés avec la démocratie, sous le patronage de l'Église, jusque dans les années 1980. Quelle réponse le gouvernement de Pedro Sanchez apportera-t-il aux victimes ?

Rendre justice, agir légalement contre les franquistes responsables de crimes et de tortures, il ne pouvait en être question. Les plus tenaces et les plus combattifs des défenseurs de la vérité historique ont dû se tourner vers l'Argentine pour y demander la justice que leur pays leur refusait.

Le gouvernement peut-il mettre un terme au mépris et au silence qui règnent depuis 1977 ?

Avec l'accession au pouvoir du PSOE et de Unidas Podemos, le nouveau gouvernement espagnol est-il prêt à mettre un terme à un demi-siècle de mépris et à restaurer efficacement et équitablement la dignité des victimes de la répression ? Le nouveau gouvernement espagnol prétend vouloir corriger la loi de mémoire de 2007, afin de traiter toutes les demandes et les affaires en cours.

Près d'un demi-siècle s'est écoulé depuis la mort de Franco, un demi-siècle de trahison de la part de la classe politique vis-à-vis de la grande majorité des victimes de la dictature franquiste. Pour les associations de mémoire historique, il a fallu de nombreuses années pour vaincre la résistance des pouvoirs, pour dénoncer les crimes du franquisme et de la post-dictature, pour expliquer et enquêter, pour exiger dignité, justice et réparation pour les victimes. Les pactes de la transition étaient le mur de soutènement visant à cacher aux Espagnols les crimes du franquisme ; ils imposèrent la « loi du silence » à la-

quelle les partis de la transition ont adhéré à l'unanimité : Parti populaire, PSOE, catalanistes de CiU (Convergence et union) et PNB (Parti nationaliste basque).

Le PSOE vient d'enregistrer au Congrès des députés un projet de loi visant à « donner un nouvel élan » à la loi Zapatero de 2007 et établir « des mesures en faveur de ceux qui ont souffert de persécutions ou de violences pendant la guerre civile et la dictature ». Le débat a été lancé.

De nombreuses associations de mémoire ont déjà protesté contre l'imprécision et le flou des

nouvelles propositions, en demandant des réparations pour les lacunes et les erreurs de la loi de 2007. En plus d'ignorer certaines revendications importantes des associations de mémoire, la trahison fondamentale de cette loi est qu'elle établit deux catégories de victimes : celles d'avant 1968 et celles d'après. Une distinction aléatoire et capricieuse, inacceptable dans l'argumentation juridique et politique d'un pays qui se prétend démocratique et qui veut rendre justice aux victimes de la dictature.

La CGT (Confédération générale du travail), anarcho-syndicaliste, a adressé une lettre aux parlementaires demandant que, cette fois-ci, les victimes du franquisme soient considérées sans distinction selon les dates auxquelles elles ont subi la répression, et que la loi soit adaptée aux recommandations faites par les différents rapporteurs des Nations unies, qui ont enquêté et étudié la question.

La loi actuelle établit le droit à une indemnisation de 135 000 euros pour les exécutions effectuées entre le 1^{er} janvier 1968 et le



Février 2016, Madrid. Membres de familles et victimes du régime franquiste lors d'une manifestation.

6 octobre 1977. Celles qui sont antérieures à 1968 ont droit à une indemnisation de 9 615 euros. Le nouveau projet de loi présenté par le PSOE n'envisage pas de suspendre l'article de loi précédent qui établissait cette discrimination. C'est une infamie de maintenir

quiste avant 1968, ne s'étaient pas produits dans les mêmes « circonstances exceptionnelles de la répression franquiste »! De même, les opposants qui ont souffert de longs emprisonnements dans les geôles espagnoles ne doivent pas être divisés en deux classes.

fermés dans les archives officielles, civiles et militaires.

Le gouvernement espagnol souhaite dégager une ligne d'aide pour que les mairies puissent ouvrir les fosses communes, créer une banque d'ADN afin de pouvoir identifier les restes exhumés et réhabiliter le *Valle de los Caídos*². La proposition de loi est en cours de discussion au Congrès et au Sénat. Il reste encore de nombreuses inconnues à résoudre. Par exemple : savoir si les peines impliquant la saisie de biens ou les amendes en espèces seront annulées.

L'État restituera-t-il aux familles des républicains la valeur de ce qui leur a été enlevé ? C'est la principale question que tout le monde évite jusqu'à présent : la confiscation de « l'argent républicain », qui touche un millier de familles.

Pendant la guerre civile, les rebelles franquistes ont monté une escroquerie pour anéantir l'économie républicaine. Ils exigeaient que les habitants des campagnes et des villes qu'ils occupaient militairement remettent tout l'argent républicain qu'ils possédaient aux mairies, aux casernes ou aux banques.

Ceux qui ont conservé l'« argent rouge », mis en circulation après le 18 juillet 1936, furent arrêtés et poursuivis pour contrebande.



19 août 1963, Madrid. Joaquín Delgado et Francisco Granada, militants anarchistes, furent assassinés par la dictature à l'aide du sinistre garrot.

cet article discriminant les victimes de la répression franquiste d'avant 1968. Cette discrimination a été justifiée par l'auteur de l'article 10 « en raison des circonstances exceptionnelles de la répression franquiste ».

Comme si les assassinats de Lluís Companys, président de la Catalogne jusqu'en 1939, du militant anarchiste Joan Peiró, des frères Sabaté et des guérilleros anarchistes des années 1940 et 1950, du militant communiste Julián Grimau, des activistes anarchistes Joaquín Delgado et Francisco Granada, perpétrés par le régime fran-

Selon Carmen Calvo, la vice-présidente du gouvernement espagnol, les condamnations du régime franquiste seront annulées ; la loi devrait permettre l'ouverture des archives de la guerre civile et de la transition, près d'un demi-siècle après la mort de Franco. Ces documents sont datés entre le 14 avril 1931 – jour où fut proclamée la République – et le 31 décembre 1982, juste avant le début du premier mandat du socialiste Felipe González. C'est une étape, mais il faudra voir ce qu'il adviendra des nombreux dossiers classés « matière réservée » qui dorment en-

2. En français « la vallée de ceux qui sont tombés ». Il s'agit d'un gigantesque monument à la gloire de l'épopée franquiste, situé dans la communauté de Madrid. Il a été commandé par le général Franco pour rendre hommage aux « héros et martyrs de la Croisade », désignant par-là les combattants nationalistes morts pendant la guerre d'Espagne. Des prisonniers républicains soumis aux travaux forcés servirent de main-d'œuvre pour la construction.

Par la suite, en 1958, Franco décida d'en faire un mausolée pour l'ensemble des combattants morts pendant la guerre civile, y compris les combattants républicains, pourvu qu'ils fussent catholiques. Ainsi, près de trente-cinq mille combattants reposent dans la crypte, non loin de la nef centrale où étaient situées les sépultures de Francisco Franco (entre 1975 et le 24 octobre 2019, date de son exhumation) et du chef de la Phalange José Antonio Primo de Rivera.

Une opération du gouvernement devrait envisager le transfert de la communauté des moines bénédictins qui y vivent depuis 1957, lorsque le dictateur avait décidé que ces religieux devaient vivre sur la plus grande fosse commune de l'État espagnol. La communauté bénédictine est une communauté tenace qui résistera à l'expulsion de son paradis particulier, une aptitude qu'elle a déjà démontrée, sans succès, pour tenter d'empêcher le transfert des restes du dictateur, dont ils étaient les gardiens.



6 avril 1959. Inauguration du *Valle de los Caidos* par Franco

L'argent républicain réquisitionné pendant la guerre était encore en vigueur dans une partie de l'Espagne et parfaitement légal en Europe ; c'est pourquoi on soupçonne les franquistes d'avoir fait des investissements, des transactions et des affaires juteuses avec le butin volé aux vaincus de la guerre d'Espagne.

L'Allemagne a rendu une bonne partie des biens confisqués aux Juifs. L'État espagnol, à la fin de la dictature, a rendu aux partis et aux syndicats le patrimoine réquisitionné par Franco : pourquoi ne fait-il pas de même avec l'argent républicain que les partisans du dictateur ont volé aux particuliers ? Et, plus encore, si l'on soup-

çonne que cet argent leur a apporté d'énormes bénéfices.

Pour l'instant, dans la proposition présentée le 24 janvier dernier au Congrès par le PSOE, il ne semble pas y avoir d'intention de remédier à cela. Il s'agit d'une catégorie de victimes « rouges » qui ne peut pas faire valoir ses droits à la démocratie espagnole.

L'interdiction de l'apologie ou de l'exaltation de la dictature franquiste

La secrétaire générale adjointe du PSOE, Adriana Lastra, a exprimé la volonté de son parti d'inclure dans le code pénal l'interdiction de « l'apologie ou l'exaltation de la dictature franquiste » et de ses crimes. La mesure a déjà suscité un grand débat, non seulement parmi les juristes et les spécialistes du droit, mais aussi au sein de la gauche et parmi les acteurs sociaux.

Cette mesure a été incluse dans le programme électoral de novembre du PSOE et dans son projet de réforme de la loi sur la mémoire historique, ainsi que dans l'accord programmatique entre le parti de Pedro Sánchez et Unidas Podemos, qui s'ajoute à d'autres mesures comme l'exhumation de Franco. La mesure est prise par le PSOE, le parti qui a le plus gouverné l'État espagnol depuis 1978 et qui a été le principal garant de l'impunité des crimes de Franco et de la continuité de

La mesure est prise par le PSOE, le parti qui a le plus gouverné l'État espagnol depuis 1978 et qui a été le principal garant de l'impunité des crimes de Franco et de la continuité de l'appareil d'État franquiste, du système judiciaire, de la police et de l'armée.



1981, Madrid. L'ex-inspecteur et tortionnaire Billy el Niño

l'appareil d'État franquiste, du système judiciaire, de la police et de l'armée. Loin d'être une action qui favorise la lutte contre le franquisme et l'extrême droite, en renforçant le code pénal et en sanctionnant les « délits d'opinion », elle ne peut que finir par limiter la liberté d'expression en se retour-

nant contre les organisations sociales et politiques de la gauche et de la classe ouvrière.

La mesure du gouvernement, bien qu'elle puisse sembler être un coup porté à l'extrême droite, durcit en réalité les outils politiques répressifs de l'État et ouvre la possibilité de restreindre sévèrement la liberté d'expression. Comme c'est le cas pour toutes les mesures qui renforcent l'appareil punitif de l'État.

Nous l'avons vu avec l'application de l'article 510 du code pénal, qui a initialement réglementé les crimes de haine contre les minorités et qui a été utilisé par les juges et les procureurs pour poursuivre des centaines de militants catalanistes pour délits d'opinion. La loi française contre les ligues fascistes de 1935 n'a-t-elle pas été utilisée par Charles de

Gaulle pour mettre hors la loi l'extrême gauche après mai 1968 ?

Heureusement, de nombreuses voix commencent déjà à exprimer leur rejet de l'approche punitive que le gouvernement du PSOE-Unidas Podemos cherche à adopter. Le code pénal est un outil de répression du pouvoir en

place et n'a jamais été utilisé pour conquérir des droits. La gauche peut-elle engraisser le code pénal avec des crimes d'opinion ?

Les obstructions du pouvoir en place pour empêcher de punir les coupables

Le gouvernement « progressiste » refuse d'abroger dans sa totalité la maudite loi Mordaza de 2015³ et de remettre en question cette législation du « bâillon numérique », une loi visant à contrôler l'expression de l'opposition catalane ou l'opposition de la gauche radicale sur le web – des mesures mises en place par le Parti populaire et la droite lorsqu'ils étaient au pouvoir. Il y a quelques jours seulement, le gouvernement de la gauche a refusé de rendre publics les dossiers sur les « états de service du tortionnaire *Billy el Niño*⁴, et la fondation Francisco Franco continue de recevoir des fonds publics.

Tout récemment, le gouvernement de Pedro Sánchez a refusé de permettre à la juge argentine María Servini d'interroger, dans le cadre de la *Querrela argentina* – la Plainte argentine⁵ –, le phalangiste Rodolfo Martín Villa⁶, ministre de l'Intérieur du premier gouvernement après la mort du dictateur espagnol.

Aujourd'hui, le PSOE s'oppose à la création d'une commission d'enquête parlementaire à

3. La « loi bâillon » restreint la liberté d'expression dans l'espace public et sur les réseaux sociaux, et encadre strictement les manifestations. Elle est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2015 et vise à réprimer la contestation populaire. Cette loi a été dénoncée par de nombreuses ONG (dont la Ligue des droits de l'Homme et Amnesty International), l'ONU, ainsi que des associations d'avocats et de journalistes, qui la jugent liberticide et anti-démocratique.

4. *Billy el Niño*, Antonio González Pacheco est un ancien membre de la police franquiste. Âgé de 72 ans, il est accusé d'avoir torturé 13 personnes entre 1971 et 1975. Il faisait partie de la terrible *Brigada politico-social*, police politique dont les 22 000 membres inspiraient la terreur. *Billy el Niño* était réputé pour être un tortionnaire compulsif et jouisseur. Il était toujours passé entre les gouttes pendant la période démocratique ; à partir de 1977, il s'est recyclé en toute impunité, comme tant d'autres tortionnaires de son acabit.

propos des irrégularités financières du roi Juan Carlos I^{er}. Ce dernier fait l'objet d'une enquête du bureau du procureur anti-corruption. Il s'agit de 100 millions d'euros offerts au monarque par l'Arabie saoudite pour avoir usé de son influence lors de la signature d'un contrat et faire parvenir l'AVE, le TGV espagnol, jusqu'à la Mecque. Une partie de cet argent – 65 millions – aurait ensuite fini sur le compte suisse de sa maîtresse. Le reste de cette somme est réservé pour héritage à son fils Felipe, le roi.

Affronter l'extrême droite et l'État issu de la transition, c'est remettre avant tout en question le

Affronter l'extrême droite et l'État issu de la transition, c'est remettre avant tout en question le système judiciaire et répressif. C'est également abroger la loi Mordaza et ses articles aberrants, comme « l'exaltation du terrorisme ».

système judiciaire et répressif. C'est également abroger la loi Mordaza et ses articles aberrants, comme « l'exaltation du terrorisme », dont sont victimes en Espagne les anarchistes qui défient le pouvoir en manifestant. C'est

mettre fin aux lois sur les étrangers et aux véritables prisons pour immigrés que sont les centres de rétention fermés. C'est lutter pour l'ouverture de toutes les archives des forces répressives durant la dictature.

C'est également remettre en question dans sa totalité la loi travail de 2012. Elle fut votée sous le gouvernement de droite de Mariano Rajoy. C'est la réforme la plus dure pour les travailleurs depuis la création du Statut des travailleurs de 1980. C'est une réforme qui bafoue la négociation collective, qui encourage le licenciement libre et gratuit et qui donne tous les droits aux patrons qui voudront, à l'avenir, licencier, baisser les salaires et changer les horaires. Le pays demeure miné par un taux de chômage de près



2018, Madrid. Manifestation contre la loi Mordaza

Cette année-là, il fut nommé inspecteur du corps supérieur de la police, puis, en 1981, commissaire général de la police judiciaire. Il n'a, à ce jour, jamais été inquiété par la justice espagnole et continue de percevoir une confortable retraite pour services rendus.

5. La plainte argentine contre les crimes du franquisme est une dénonciation, présentée devant un tribunal pénal argentin, des crimes de génocide et contre l'humanité commis en Espagne pendant la dictature de Franco, entre le 17 juillet 1936 et le 15 juin 1977. Dans l'impossibilité de le faire en Espagne (la loi ne le permettant pas), les victimes l'ont fait par l'intermédiaire de la justice argentine.

6. Martin Villa, en tant que ministre des relations syndicales, était un des responsables du massacre du 3 mars 1976, au cours de la grève massive de Vitoria, au Pays basque : alors que des travailleurs étaient en train de se rassembler à l'intérieur de l'église Saint-François-d'Assise, la police y a fait irruption et usé de gaz lacrymogènes afin de les faire sortir. Alors que les personnes, en train de suffoquer, tentaient de s'échapper, elles ont été frappées et se sont fait tirer dessus par la police. Bilan : 5 morts et 150 blessés par balle.

En juin 2017, la juge argentine Servini a émis un mandat d'arrêt international à l'encontre de Martin Villa pour la mort des 5 travailleurs de Vitoria. Cependant, la Cour d'appel a annulé ce mandat. En juillet 2017, la juge Servini a, en conséquence, émis un nouveau mandat d'arrêt contre Martin Villa pour crimes contre l'humanité et meurtre.

de 13,8 %, plus du double de la moyenne européenne. Plus de 26 % de la population est exposée à la pauvreté et à l'exclusion sociale.

Le PSOE est au pouvoir depuis juin 2018. Depuis bientôt deux ans, où trouver les signes véritables du changement ? Certaines déclarations laissent à penser que l'Espagne ne pourra pas changer de politique sociale.

Pedro Sanchez a participé à plusieurs sommets européens où il a rassuré l'Union européenne et les milieux financiers, en affirmant qu'il se conformerait aux directives européennes en matière de budget et de déficit. Dernièrement, lors d'une visite à l'Élysée,

il s'est déclaré favorable à une alliance au sein du Parlement européen entre socialistes et libéraux.

Leurs alliés de Unidas Podemos se sont institutionnalisés depuis bien longtemps, ils ne parlent plus de leur héritage du mouvement des Indignés et de l'anticapitalisme affiché lors de leur création.

Les pourfendeurs de la caste politique, quand ils étaient dans l'opposition, font désormais eux-mêmes partie de cette caste, et leur alliance avec les sociaux-démocrates du PSOE a fait d'eux des supplétifs.

Les associations de mémoire historique et les anarchistes refusent toute compromission avec le Parti socialiste espagnol

Le 24 août 2019, lors de l'hommage rendu aux combattants espagnols de la « Nueve » pour leur participation à la libération de Paris, la ministre espagnole de la Justice, Dolores Delgado, a revendiqué son engagement en faveur de la vérité, de la justice et des réparations. Lors de son discours, elle s'est arrogé le droit de savoir quels seraient aujourd'hui les sou-



2 février 2016, Madrid. Felipe VI d'Espagne et Pedro Sanchez, le leader du PSOE

haits politiques des combattants républicains espagnols qui participèrent à la libération de la France. Dolores Delgado s'est permis d'affirmer que la Constitution et la monarchie, qui furent mises en place par l'extrême-droite et la gauche en 1978, seraient aujourd'hui défendues par les combattants de l'exil. L'assistance, formée essentiellement de filles et de fils de combattants espagnols, a réagi aux déclarations de la ministre, la conspuant malgré ses efforts pour maintenir sa « théorie » sur la question.

Comment nos compagnons anarcho-syndicalistes pourraient-ils aujourd'hui défendre cette démocratie qui continue à maintenir et à promouvoir les privilèges des classes dominantes ? Nos parents et tous ceux qui ont donné leur vie contre le fascisme n'accepteraient pas l'Espagne actuelle, 80 ans après le soulèvement militaire et après 40 ans de démocratie factice.

Nos compagnons anarchistes ne méritent pas de voir leur nom sali par les suppositions de la ministre d'un gouvernement qui ne tient pas ses promesses. Dolores Delgado est la représentante d'une formation politique, soi-disant ouvrière et socialiste, qui n'a pas voulu donner durant 40 ans de sépulture à ses propres militants assassinés. Ils sont toujours aujourd'hui ensevelis dans des fosses communes. Avec de telles affirmations, la ministre espagnole de la justice tue les victimes du fascisme une seconde fois.

Une grande majorité des associations de mémoire historique, la CGT, la CNT, la FAI et les organisations anarchistes espagnoles dans leur ensemble ont refusé de participer à toute discussion avec le pouvoir en ce qui concerne la mémoire historique. Les anar-



28 janvier 2011, Barcelone. Manifestation de la CGT et la CNT lors d'une grève générale

chistes n'ont pas besoin de politiciens pour rendre hommage aux combattants pour la liberté ; c'est ce qu'ils ont toujours fait et c'est ce qu'ils font encore aujourd'hui. Ils ont refusé toutes les compromissions et tous les financements qui leur étaient proposés par l'État.

« Nous sommes bien conscients que la CNT dérange beaucoup de monde, que son indépendance est incompatible avec les intérêts d'un parti ou d'un gouvernement. Et, au cas où il y aurait encore des doutes, au cas où l'on penserait que le néant et le mépris pourraient nous entacher, nous avertissons que nous continuerons à nous battre, aujourd'hui comme hier. Rendez-vous dans les rues ! »

N'oublions pas que plusieurs centaines de prisonniers politiques demeurent en prison en Espagne. Parmi eux : des Basques, des Catalans, mais aussi des militants autonomes et des anarchistes, selon la *Cruz negra anarquista*, la Croix noire anarchiste.

Voici la réponse du secrétaire national de la CNT espagnole aux sollicitations du ministère de la Justice espagnol pour que les anarcho-syndicalistes participent à l'élaboration d'un programme des commémorations des « 80 ans de l'exil républicain » :

« Nous sommes bien conscients que la CNT dérange beaucoup de monde, que son indépendance est incompatible avec les intérêts d'un parti ou d'un gouvernement. Et, au cas où il y aurait encore des doutes, au cas où l'on penserait que le néant et le mépris pourraient nous entacher, nous avertissons que nous continuerons à nous battre, aujourd'hui comme hier.

Rendez-vous dans les rues ! »

Daniel Pinós,
co-fondateur
de l'association 24 août 1944
de Paris



Francesc Sabaté Llopart (Hospitalet de Llobregat, 30 mars 1915-San Celoni, 5 janvier 1960), plus connu sous le nom de Quico Sabaté ou *El Quico*, était un anarchiste espagnol. Il a été le principal représentant du mouvement de guérilla urbaine antifranquiste en Catalogne, avec Josep Lluís Facerías, qui a participé activement à la résistance contre le régime franquiste.

Que reste-t-il de l'Utopie ? Témoignage sur la lutte antifranquiste dans les années 60-70, et de la mort de Franco à l'Espagne contemporaine

Lorsque une pesante chape de plomb et de sang s'abat-tit sur l'Espagne en 1939, l'utopie qui avait fait se dresser une grande partie du peuple contre le coup d'État fasciste ne s'avoua pas vaincue pour autant.

Ni les milliers de prisonniers politiques, ni les exécutions sommaires ne réussirent à entamer la volonté de lutte inspirée par cette utopie. Une volonté de lutte dont témoigne, par exemple, le fait que, pendant les dix années qui suivirent la fin de la guerre, pas moins de 14 comités nationaux de la CNT (Confédération nationale du travail) furent reconstitués dans la clandestinité après chaque démantèlement policier... 14 en seulement dix ans, et sous une dictature qui n'hésitait pas à tuer et torturer.

Parallèlement à l'énorme effort déployé pour maintenir cette organisation, se développait aussi une résistance armée menée le plus souvent par des libertaires venus de l'exil. Et je sais bien que le fait de ne mentionner ici que les noms d'Amador Franco, Raul Carballeira, José Luis Facerías, Quico Sabaté, Wenceslao Jiménez ou Ramón Vila revient à ne pas faire honneur à la longue liste des combattants tombés en Espagne.

Par ailleurs, lorsqu'en 1939 des centaines de milliers de personnes entreprirent la *Retirada* pour chercher asile en France, la

merveilleuse utopie qu'elles avaient vécue si intensément dans l'Espagne des années 30 ne se brisa pas pour autant contre l'imposant rempart des Pyrénées, bien au contraire...

L'utopie traversa – douloureusement, il est vrai – ces montagnes et, comme le font les plantes les plus vivaces, réussit à survivre dans les camps où s'entassaient les réfu-

giés, s'accrochant, par exemple, au sol aride des plages d'Argelès.

Et voici que vingt ans plus tard, au tout début des années soixante, ceux et celles qui avaient combattu le fascisme, tout en essayant de réaliser l'utopie, virent comment leurs enfants les rejoignaient dans la tenace poursuite de leurs espoirs ; et cette rencontre entre générations revigora soudain la lutte antifranquiste en insufflant un nouvel élan et une nouvelle vigueur à l'utopie.

C'est ainsi qu'en 1961 l'ensemble du mouvement libertaire espagnol – j'insiste : l'ensemble de ce mouvement, toutes tendances confondues, c'est-à-dire la CNT, la FAI (Fédération anarchiste ibérique) et la FIJL (Fédération ibérique des jeunesses libertaires) – se conjura formellement, en congrès, pour relancer la lutte directe contre le franquisme, à travers toute une série d'actions dont la carte maîtresse, la carte fondamentale, n'était autre – je vais utiliser un euphémisme que tout le monde comprendra très facilement – que la mise hors d'état de nuire du dictateur lui-même.

L'histoire atteste, bien évidemment, que cette carte maîtresse n'obtint pas le résultat escompté. Mais l'échec des diverses tentatives d'en finir avec l'existence de l'infâme, de l'exécrable dictateur n'empêcha pas ces actions de se succéder à bon rythme pendant plusieurs années.

Il s'agissait d'engins, faisant plus de bruit que de mal, destinés à montrer que la résistance était capable de déjouer le dense, le touffu système répressif de la dictature. Ces engins visaient aussi à redonner espoir à la partie de la population qui ne s'était pas résignée, et ils cherchaient à susciter un écho médiatique international, rappelant au monde entier la honteuse existence de la

dictature franquiste au sein de l'Europe.

La force de l'utopie, et l'attrait qu'elle exerçait, suscita, comme cela avait déjà été le cas en 1936, un bel élan de solidarité internationale. Si bien que les actions entreprises comptèrent sur la participation de camarades provenant de divers pays : de France, tel le docteur Paul Denais qui, en 1962, accompagna le jeune libertaire Antonio Martín au cœur même du mausolée franquiste, le fameux *Valle de los Caídos*, pour y provoquer une déflagration ; ou Alain Pecunia qui, après avoir purgé des années de prison en représailles de l'une de ces actions, fut victime – mais en France, cette fois-ci – d'un mystérieux accident qui faillit lui coûter la vie et lui laissa des séquelles indélébiles.

Des camarades venus surtout de France, certes, mais aussi de Grande-Bretagne, tel Stuart Christie qui, à peine sorti de l'adolescence, rêvait d'en finir avec le dictateur ; ou bien d'Italie, comme Amedeo Bertolo, un jeune étudiant libertaire qui, en 1962, n'hésita pas à retenir – encore un euphémisme – le vice-consul espagnol à Milan, pour sauver la vie d'un jeune libertaire barcelonais qui allait être condamné à mort par les tribunaux militaires ; ou encore des compagnons algériens, ou suisses, qui n'hésitaient pas à encourir les risques de l'action directe par solidarité avec cette utopie.

Et ces risques n'étaient pas du tout mineurs, comme en témoigne l'exécution au garrot, l'inhumain *garrote vil*, des jeunes libertaires Francisco Granado et Joaquin Delgado, en août 1963.

Le fait est que dans ces années soixante, la dictature ne se borna pas à sévir contre la réactivation de l'utopie sur le sol espagnol, elle joua aussi de ses accointances à l'étranger et obtint des autorités françaises, du gouvernement français, l'arrestation, en 1963, de dizaines de membres de l'exil



Années 60. Manifestation ouvrière à Jerez de la Frontera

libertaire et la mise hors la loi de la FIJL qui fut contrainte de passer à la clandestinité.

Bien que, dans ces conditions, la lutte était devenue encore plus difficile et plus risquée, celle-ci persista contre vents et marées, et c'est ainsi que, fin avril 1966, le groupe 1^{er} Mai, lié à la FIJL, réussissait un authentique coup d'éclat en enlevant à Rome monseigneur Ussía, l'ambassadeur de Franco auprès du Vatican, en revendiquant cette action depuis le cœur même de la dictature, c'est-à-dire depuis la capitale de l'Espagne.

C'était en 1966 ; et à peine deux ans plus tard la grande utopie qui avait parcouru l'Espagne des années trente put se ressourcer, lit-

**C'était en 1966,
et à peine deux ans
plus tard la grande
utopie qui avait
parcouru l'Espagne
des années
trente put
se ressourcer,
littéralement,
dans ce fabuleux
évènement que
fut Mai 68.
Un évènement
dans lequel de
nombreux enfants
de l'exil
s'impliquèrent
sans réserves.**



Salvador Puig Antich

téralement, dans ce fabuleux évènement que fut « Mai 68 », dans lequel de nombreux enfants de l'exil s'impliquèrent sans réserves. Un évènement dont les échos franchirent beaucoup de frontières, y compris celles de la péninsule ibérique, et firent reverdir, reflourir, au début des années soixante-dix l'utopie libertaire en terre espagnole.

Ces échos contribuèrent à éveiller des sensibilités insoumises ; et c'est ainsi, par exemple, qu'en 1974 le jeune Salvador Puig Antich, après avoir été l'un de ceux qui avaient repris à pleines mains le flambeau de cette utopie, le paya de sa vie, brutalement arrachée par les bourreaux franquistes

qui lui appliquèrent, une fois de plus, le cruel procédé du garrot.

Mais ce fut surtout à la mort de Franco qu'une explosion aussi énorme, aussi spectaculaire que tout à fait imprévisible, projeta des éclats d'utopie dans les villes, les villages, les quartiers, les usines, les écoles, de toute l'Espagne.

En effet, de façon tout à fait surprenante et inattendue, la CNT resurgissait, comme par miracle, des tréfonds de la mémoire historique, et remplissait à ras bord tous les espaces où elle convoquait des meetings. Ils furent nombreux, mais le plus spectaculaire fut sans aucun doute celui qui, en juillet 1977, rassembla à Barcelone plus de cent mille

personnes. Et je peux vous assurer qu'en contemplant cette multitude, surgie d'on ne sait où, aucun des participants ne pouvait en croire ses yeux.

Mais cette résurgence n'était pas fleur d'un jour. Dès la fin 1975 et début 1976, les syndicats libertaires se constituaient rapidement par branches d'industrie dans toutes les villes. Leurs locaux ne désemplissaient pas, et leurs assemblées retrouvaient, à la virgule près, les pratiques qui avaient fait l'originalité du mouvement révolutionnaire jusqu'à la fin des années trente en Espagne.

Cependant, cette utopie, retrouvée comme par magie, comme par enchantement, dut se mouvoir dans un contexte social et politique extraordinairement agité qui succédait brusquement au franquisme, mais sans parvenir toutefois à s'en séparer vraiment.

Les deux grandes formations qui dominaient l'aile gauche du spectre politique – la Plateforme

de convergence démocratique, autour du Parti socialiste, et la Junte démocratique d'Espagne, autour du Parti communiste – cessèrent de se disputer à propos du degré de rupture qu'il convenait d'opérer avec l'ancienne dictature, et elles fusionnèrent dans une puissante alliance qui s'inclinait définitivement en faveur d'un pacte avec les forces de l'ancien régime.

Du coup, cela assurait le passage, relativement pacifié, vers une démocratie conforme aux standards européens, mais sans procéder, loin de là, à une rupture radicale avec le régime antérieur, c'est-à-dire avec la dictature ; et cela impliqua, par exemple, l'acceptation de la monarchie, parmi bien d'autres héritages directs du franquisme.

Une fois que les partis politiques et les syndicats furent légalisés, en avril 1977, la Constitution espagnole, votée en décembre 1978, consacra sur l'autel du consensus politique l'insolite et l'indigne am-

bigüité d'une rupture qui conservait en sous-main une hypocrite continuité avec le régime antérieur.

Sans nul doute, la pilule était dure à avaler pour une bonne partie de la population qui rêvait d'autres scénarios, et qui exigeait un changement beaucoup plus profond.

En fait, pendant cette période de transition, la tension sociale atteignit une intensité extraordinaire, avec des dizaines et des dizaines de grandes grèves, et avec une répression qui ne s'embarrassait d'aucun faux-semblant. Comme cela fut le cas, par exemple, lors de la grève lancée en mars 1976 dans la ville de Vitoria, au Pays basque, qui se solda par cinq morts et plus d'une centaine de blessés, dont certains par armes à feu.

Ainsi, loin d'avoir été aussi exemplaire, aussi pacifique, que l'on a bien voulu la présenter, la transition espagnole se déroula dans un climat de violence qui se



11 septembre 1977, Barcelone. Manifestation pour l'amnistie



3 mars 1976, Vitoria. Massacre lors de la grève générale

solda par 500 à 700 morts, dans la brève période écoulée entre la disparition de Franco, fin 1975, et les débuts des années quatre-vingts.

Parmi ces morts, on ne saurait oublier, bien sûr, les cinq personnes, militantes ou proches du Parti communiste, qui furent assassinées en janvier 1977 par des nervis fascistes, dans un bureau d'avocats à Madrid.

Bien entendu, l'utopie libertaire ne pouvait se satisfaire ni des pactes entre l'ancien et le nouveau régimes ni de la paix sociale que cherchait à imposer la répression. Elle agita donc le monde du travail au point de parvenir, par exemple, à paralyser la Catalogne avec la grande grève des stations d'essence que la CNT organisa en 1977, à peine quelques mois après avoir été, enfin, légalisée.

Dans ce contexte, lorsqu'en octobre 1977 les forces politiques et syndicales signèrent avec le gouvernement espagnol les ignobles « Pactes de la Moncloa », afin de briser la combattivité des travailleurs, la CNT apparut comme l'élément qui, par fidélité à l'utopie et par son refus de s'intégrer dans ce vaste accord, pouvait faire chavirer toute l'entreprise de mise

au pas de la classe ouvrière, et de désamorçage des espoirs de changement radical.

Il fallait par conséquent la neutraliser à tout prix, et cela fut mené à bien grâce à une opération policière qui fit endosser à la CNT le sanglant attentat de la salle des fêtes La Scala, à Barcelone, où périrent, en janvier 1978, quatre travailleurs qui étaient, pour comble, membres de la CNT. Et ce ne fut pas un hasard, mais alors pas du tout, si cet attentat eut lieu au cours d'une imposante manifestation organisée par la CNT, ce même jour à Barcelone, pour protester, précisément, contre ces pactes de la Moncloa.

Habilement criminalisée par les bas-fonds de l'État, l'utopie, qui avait connu deux années d'une incroyable, d'une véritable splendeur, s'étiola assez rapidement, et mit ensuite plus d'une décennie à relever lentement la tête.

Mais les racines de cette utopie étaient, apparemment, d'une rare profondeur, car, peu à peu, elle se remit sur pied, et le fit même tellement bien que le syndicalisme libertaire compte aujourd'hui plus de 100 000 adhérents, en comptant ses deux prin-

cipales organisations, la CNT et la CGT, et qui, de plus, sont majoritaires dans certains secteurs stratégiques, tels, par exemple, les transports métropolitains de Barcelone.

Ceci dit, parallèlement à cette consolidation de l'anarcho-syndicalisme, c'est au sein des actuels mouvements sociaux que palpète avec le plus de force cette utopie. Celle-ci imprègne tout un foisonnement de collectifs libertaires, ou à teneur libertaire, ainsi que des centres sociaux autogérés, des coopératives sociales, des communautés agricoles qui émaillent le tissu social espagnol.

C'est un peu comme si l'utopie libertaire avait essaimé hors de son habitat traditionnel et pollinisé d'amples secteurs sociaux qui la reconstruisent, chacun à sa manière. C'est cette pollinisation, peu tapageuse mais efficacement productive, qui permet de comprendre, par exemple, la magnifique, la spectaculaire explosion populaire qui envahit et occupa les places publiques en mai 2011 à Madrid, à Barcelone, et dans bien d'autres villes, et dont il reste aujourd'hui encore quelques braises, malgré la mise au pas électoraliste de ce grand mouvement spontané que fut le mouvement du « 15 M », le mouvement des indignés.

Oui, que personne ne s'y trompe : aujourd'hui, quelque 80 ans plus tard, la grande utopie de 36-39 palpète toujours en Espagne. Elle le fait sous des formes certes renouvelées, mais dans lesquelles on reconnaît clairement l'empreinte de ses lointaines origines.

Plutôt que de chercher à cesser d'être une utopie, en se matérialisant tôt ou tard dans le réel, elle semble plus convaincue que jamais que sa raison d'être n'est autre que continuer à élargir sans cesse les limites du possible, et que

La grande utopie de 36 a réussi à traverser les différentes étapes qui se sont succédé depuis lors jusqu'à nos jours, et certaines d'entre elles furent particulièrement dures, en exil, et particulièrement cruelles, en territoire espagnol, mais ce qui met vraiment du « soleil au cœur », comme il est dit dans « Le temps des cerises », c'est de constater, aujourd'hui, que la flamme allumée il y a longtemps déjà par cette utopie continue de briller, et qu'elle semble bien loin de vouloir s'éteindre.

Tomas Ibañez

Tomás Ibáñez est un théoricien anarchiste. Fils d'exilés espagnols, il participe très activement au mouvement libertaire, tant en France dans les années 1960, notamment au « Mouvement du 22 Mars » pendant Mai 68 ; qu'en Espagne à partir de la fin de la dictature franquiste.

Exposé lu le 10 avril dernier lors du colloque organisé par l'association 24 août 1944 à l'auditorium de la ville de Paris, sur le thème : « 1939-2019, l'Utopie en exil »

ce n'est qu'ainsi, en se maintenant comme une belle, comme une attirante, comme une chaleureuse utopie, jamais atteinte, qu'elle peut attiser des révoltes et produire

des retombées qui sont, en fin de compte, profondément transformatrices du réel.

Et je termine : la grande utopie de 1936 a réussi à traverser les



11 mai 2005, Madrid. Mouvement des indignés à la Puerta del Sol



24 août 1944, Paris. Domingo Baños, un anarchiste d'Extrémadure, arrive à l'Hôtel de Ville sur le half-track *Guadalajara*

Les Espagnols sont plus de 500 000 à fuir Franco entre le mois d'août 1938 et le 12 février 1939.

Parmi eux, beaucoup de miliciens aguerris, la tête pleine de compagnons tombés au front, d'amies violées, de parents massacrés ; des combattants défaits qui ne survivent que par leur haine du fascisme, sous la neige, dans des prés entourés de barbelés où sévissent la dysenterie et la famine, appelés déjà « camps de concentration », symbolisant à eux seuls l'hospitalité française, fidèle à l'attitude criminelle des démo-

craties occidentales vis-à-vis du peuple espagnol durant la guerre civile. Ces militants ont eu du poids dans la Résistance, un poids que l'on cache souvent. Pourtant, la célèbre 2^e division blindée (DB) du général Leclerc est en partie composée d'Espagnols ; dans tous les maquis, ils sont les premiers résistants.

Parmi eux, les anarcho-syndicalistes – courant majoritaire durant la guerre civile – sont encore présents dans la lutte en France. Il n'est pas simple de suivre leur trajectoire. La victoire de Franco, c'est d'abord leur défaite militaire et politique. Durant toute la résistance (et même après), l'empreinte de cette défaite influe sur les décisions prises et celles

« Ce n'est pas la patrie française qui est en danger, ni la liberté de la France qui est en jeu, c'est la liberté, la culture et la paix mondiales. »

Francisco Ponzán Vidal, dit François Vidal, militant de la CNT, résistant exécuté par les nazis le 17 août 1944

Les anarchistes espagnols et la Résistance française

qui ne le sont pas... Ce courant est aussi celui qui a le plus souffert et qui souffre encore, car il est isolé. Dans les camps, les militants du PCE noyautent les instances, avec l'aide du PCF, et discriminent les anarchistes. Par ailleurs, le gouvernement français les hait plus que tout, et certains de leurs représentants les plus illustres, comme Juan Peiró, sont livrés à Franco par Daladier et fusillés. Le courant anarcho-syndicaliste doit se réorganiser, il a du mal ; il doit faire face à une situation nouvelle... Comme toujours, dans les organisations libertaires, le vide organique est remplacé par la spontanéité des militants qui finissent par réorganiser le mouvement. Cela pose aussi des problèmes à qui veut en faire une rétrospective : la complexité due à la multitude des expériences parfois contradictoires.

Deux périodes distinctes apparaissent : la période de réorganisation, où il faut faire la distinction entre le mouvement qui s'organise et l'action concrète des militants dans la lutte, et la période des huit derniers mois avant la Libération, où se pose le problème d'adhérer ou non à la Unión Nacional Española (UNE), une organisation tenue par les militants du Parti communiste espagnol (PCE) et du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC), qui se veut hégémonique parmi les résistants espagnols.



Joan Peiró. Militant de la CNT et ministre de l'industrie dans le gouvernement de la Seconde république, d'avril 1938 à mars 1939

Un mouvement qui s'organise tant bien que mal

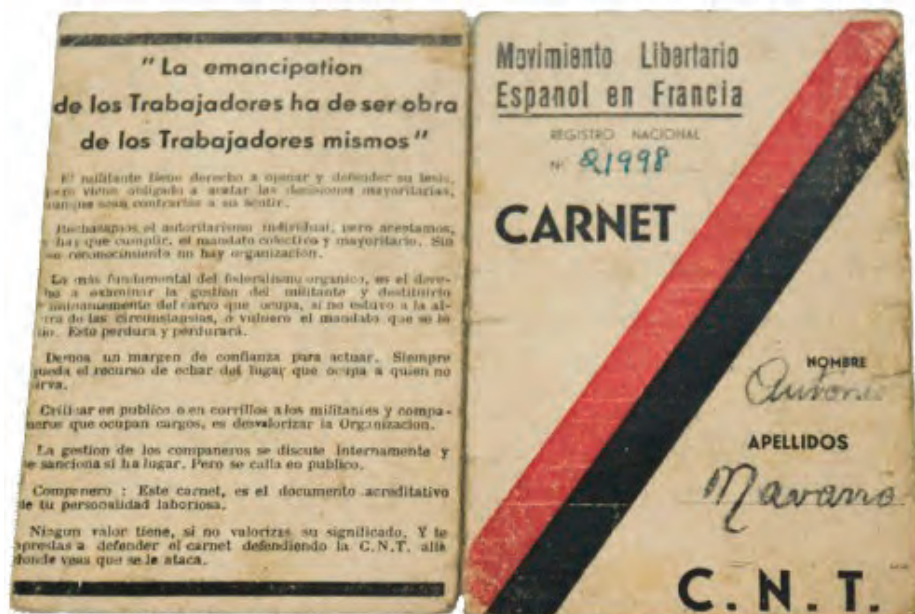
Dès le 25 février 1939, le mouvement tente de se réorganiser. Le comité national de la CNT et les comités péninsulaires de la FAI et de la FIJL¹ s'unissent dans une seule et même organisation : le Mouvement libertaire en exil (MLE). Dans le conseil général du MLE figurent des noms déjà célèbres et qui ont de l'importance durant toute la période, tels que Germinal de Souza, Mariano Rodriguez Vázquez,

Gresco Isgleas, Germinal Esглеas (compagnon de Federica Montseny), Pedro Herrera, Juan Gallego Crespo et Juan Manuel Molina (Juanel) qui est responsable des liaisons avec les camps de concentration. Par la suite et durant la guerre, le MLE s'organise, s'étend, par le biais de plusieurs commissions, en zone libre et en zone occupée qui représentent des groupes de militants affiliés dans des villes ou des lieux géographiques. Ainsi, une des commissions les plus actives dans la reconstruction du mouvement libertaire est celle du

1. Confédération nationale du travail (CNT), qui constitue l'organisation syndicale, la Fédération anarchiste ibérique (FAI) et la Fédération ibérique des jeunesses libertaires (FIJL).

barrage de l'Aigle où, nous le verrons, le maquis est tenu par la CNT espagnole.

Il faut souligner que les mêmes militants sont partie prenante de la Résistance et de la réorganisation du mouvement, ce qui est peu adéquat à l'action clandestine. Ainsi, actions armées et structures organiques se chevauchent parfois, ce qui a des conséquences fâcheuses lors des arrestations. D'autant que le gouvernement de Vichy a fait de la neutralisation du MLE une priorité. Ainsi, dès fin 1941, la répression s'abat sur le MLE. C'est le premier mouvement de résistance espagnol qui subit un tel coup (les autres subissent le même sort par la suite). Les principaux responsables du MLE, c'est-à-dire les militants les plus aguerris qui ne sont pas encore emprisonnés ou morts, sont arrêtés. On reconnaît les noms de Germinal Esgleas (secrétaire du MLE), Federica Montseny, Germinal de Souza (secrétaire de la FAI), Francisco Isgleas Pierman, Valerien Mas Casas, Pedro Herra Camarero (membre du comité péninsulaire de la FAI et délégué au conseil général de SIA ²), ainsi que des membres des « amis de Londres » (des anarchistes qui ont préféré agir directement avec les Anglais), tels que Manuel Gonzalez Marin « Marin Manuel », Eduardo Val Basco et Francisco Ponzán Vidal



(dont nous reparlerons). Les premiers sont déportés en Afrique, afin de prévenir les tentatives d'évasion et empêcher tout contact avec le MLE. Celui-ci met du temps à se réorganiser après un tel coup.

Ce n'est que le 6 juin 1943 qu'a lieu un plénum ³ du MLE où, pour la première fois, on aborde le thème de l'action conjointe avec la Résistance française. Mais ce plénum n'apporte pas de solution. Il faut ouvrir ici une parenthèse pour expliquer les problèmes qui se posent alors dans l'organisation.

Le mouvement libertaire voit apparaître, dans ce plénum, deux tendances distinctes qui vont s'affronter durant une dizaine d'années, allant jusqu'à la scission. Il s'agit, d'une part, de la tendance « collaborationniste » ou « politique » et, d'autre part, de la tendance « maximaliste » ou « apolitique »

(c'est-à-dire anti-politique). Les premiers affirment que les conditions historiques de la guerre d'Espagne sont toujours d'actualité et que, par conséquent, la CNT doit prendre part au gouvernement républicain en exil, dans le cadre d'une stratégie frontiste de reprise de l'Espagne ; les seconds considèrent qu'il faut revenir aux positions disruptives de la CNT et baser le renversement de Franco sur un combat insurrectionnel du peuple espagnol. Cette deuxième tendance souligne qu'il faut analyser les leçons de la défaite.

Ces deux tendances sont très marquées, et le MLE se retrouvera par la suite avec deux comités à sa tête : celui de Juanel (du nom d'un des leaders du courant collaborationniste) et celui de Béziers (composé par les « apolitiques »). L'erreur trop répandue est de calquer sur ces deux tendances les po-

2. Solidarité internationale antifasciste (SIA) est une organisation de soutien à la lutte antifranquiste, qui est proche de la CNT espagnole. Après la guerre, des personnalités comme Jean Rostand, Louis Lecoin et Albert Camus adhèrent à SIA.

3. Dans les organisations libertaires espagnoles, le plénum réunit les délégués mandatés par leurs régions respectives et les organes représentatifs de l'organisation (tel le comité national) dont le mandat et le travail sont alors vérifiés. Le plénum gère administrativement l'organisation, donne des directives et peut prendre des décisions ponctuelles.

sitions pour ou contre l'action dans la Résistance française. On croit souvent que les « collaborateurs » appelaient à rentrer dans la Résistance, alors que les « apolitiques » refusaient de prendre part à une guerre bourgeoise entre des gens qui avaient laissé massacrer le peuple espagnol. Or la réalité est bien différente. Le sous-comité national (comité de la zone occupée), qui regroupe les deux tendances pour cette partie du territoire français, se prononce contre l'entrée dans la Résistance dans des proportions qui ne recourent pas le poids respectif des deux tendances en présence. Il y aurait beaucoup de recherches à faire pour retracer une ligne exacte de ce qui s'est passé au sein du MLE vis-à-vis de la Résistance, indépendamment des autres problèmes que se posait le mouvement. Par contre, au plénum de Marseille, en décembre 1943, le MLE conseille « à tous les militants de la CNT et du MLE de rejoindre la Résistance française plutôt que de se laisser emmener en Allemagne »⁴.

Le MLE venait d'entériner une situation de fait, puisque bon nombre de militants avaient déjà rejoint la Résistance française. Mais nous le verrons tout à l'heure, la réorganisation tardive du MLE, qui l'amène à ratifier des situations de fait au lieu d'agir directement sur le cours des choses, le met dans une situation difficile aux derniers mois

de la guerre lorsque l'UNE aura des prétentions hégémoniques.

La présence des anarchistes

Dans les maquis, dans les réseaux, à Londres, dans la 2^e DB du général Leclerc, les anarchistes espagnols ont joué un rôle important dans la libération de la France et de l'Allemagne. Ils l'ont fait par conviction antifasciste, mais aussi dans l'espoir que de Gaulle tiendrait sa promesse : ouvrir les frontières et chasser Franco. Les grands hommes ont le geste noble : les Espagnols morts pour la France ont

reçu des médailles, leurs noms sont gravés sur les monuments aux morts. Comme une insulte, chaque 8 mai, cynique, une gerbe tricolore vient honorer leur sacrifice. En 1945, de Gaulle a envoyé un émissaire pour normaliser les relations avec le Caudillo. En 1975, Franco est mort dans son lit, toujours au pouvoir, 30 ans après...

Parmi les nombreux militants anonymes, certains ont joué un rôle important dans la guerre d'Espagne, d'autres resteront à jamais inscrits dans les pages de la Résistance. Ainsi, Antonio Ortiz s'engage dans les corps francs d'Afrique ; blessé



Antonio Ortiz

4. Déclaration du plénum de Marseille du MLE (décembre 1943).



1944. 35^e brigade des guérilleros espagnols du Gers

il est hospitalisé, avant de repartir dans les « commandos » d'Afrique du général Leclerc, puis dans le premier bataillon de choc comme instructeur du premier commando lourd. Il débarque à Saint-Tropez, participe à la bataille de Belfort et fait la campagne d'Allemagne où il est grièvement blessé. Ortiz n'est pas un inconnu de l'histoire de l'Espagne ; le 24 juillet 1936, juste après la colonne Durruti, il avait pris la tête de la colonne de la CNT-FAI qui a porté son nom. C'était la deuxième colonne levée contre Franco. Ces deux colonnes réalisèrent ce que personne d'autre ne fit : elles reprisent durablement du terrain aux factieux sur le front d'Aragon.

Ramón Vila Capdevila avait lui aussi montré son courage durant la guerre civile. Il s'enfuit du camp d'Argelès et devient, en 1940, un des tous premiers résistants de la région. Il est plus connu sous le surnom de « commandant Raymond ». Spécialiste en explosifs, son aide est précieuse pour le déraillement des trains ; il commande deux cents résistants espagnols. Ce sont eux qui anéantissent la garnison qui avait massacré les habitants d'Oradour. Lui et ses compagnons rejoignent ensuite le bataillon « *Libertad* ». Ramón Vila Capdevila est mort en 1963, dans une rixe avec des franquistes, alors qu'il était un des meilleurs passeurs d'hom-

mes de la CNT et que, depuis 1945, il faisait partie des groupes d'action qui n'avaient cessé de harceler le régime franquiste.

Enfin, avant de parler des résistants anarchistes espagnols de façon plus générale, il nous faut encore évoquer le parcours d'une figure exemplaire, qui fut la pierre angulaire du plus grand réseau de passeurs de la Résistance, le réseau Pat O'Leary. Il s'agit de Francisco Ponzán Vidal, plus connu sous le nom de François Vidal. Militant de la CNT, il avait été responsable du syndicat dans une *comarcal* d'Aragon⁵ durant la guerre civile, puis il avait fait partie du groupe « *Libertador* » de la CNT, spécialisé dans la

5. Une *comarcal* est un regroupement de fédérations locales de la CNT espagnole, que l'on pourrait comparer, par la taille, à une union locale.

recherche d'informations militaires et dans les actions de sabotage derrière les lignes franquistes. Ce groupe fut, par la suite, intégré aux services secrets de la République espagnole. À partir de mai 1939, Vidal organise un réseau de

Dès le début de la guerre, ce groupe de « cénétistes » se met au service de la Résistance et travaille activement avec l'Intelligence service et le Bureau central de renseignement et d'action (BCRA) de de Gaulle, mais aussi avec le réseau Sabot et le groupe Combat. Ce réseau permet l'évasion de 1 500 personnes, dont plus de 700 aviateurs alliés, et le passage de nombreux documents

passeurs d'hommes dans les Pyrénées pour faire sortir d'Espagne les militants en danger. Dès le début de la guerre, ce groupe de « cénétistes » se met au service de la Résistance et travaille activement avec l'Intelligence service et le Bureau central de renseignement et d'action (BCRA) de de Gaulle, mais aussi avec le réseau Sabot et le groupe Combat. Ce réseau permet l'évasion de 1500 personnes, dont plus de 700 aviateurs alliés⁶, et le passage de nombreux documents (sans compter tout ce qui sert la CNT et la lutte anti-franquiste). Le réseau couvre une zone qui va de Bruxelles à Lisbonne. Fait prisonnier en 1944 par la police française, Francisco Ponzán Vidal est livré aux Allemands et exécuté le 17 août 1944 par les nazis qui gardent la prison où il est enfermé, à Toulouse.

D'une manière générale, les anarcho-sindicalistes ont participé à pratiquement tous les réseaux de passeurs des Pyrénées (on en décompte une vingtaine). On les voit aussi dans les maquis. Voici la liste de ceux où leur présence fut suffisamment significative pour laisser des traces : les maquis de Dordogne, de la Montagne noire, de Querigut (dans l'Aude) ; les maquis de l'Aveyron, d'Ariège, du Pic Violent, de Savoie, les maquis du Lot, de Loches, de Belves, de l'Isère, de la Gouzette (Saint-Girons), de Privas ; les maquis du Cantal et de Corrèze, de Maleterne, de Bagnères, des Landes, du Rouergue, des

Glières, du Limousin, le maquis Bidon 5 et les maquis du Vercors, et n'oublions pas le maquis du Cofra (à moitié cénétiste) et du Barrage de



Francisco Ponzán Vidal

l'Aigle, où les anarchistes sont hégémoniques.

Nous connaissons la présence d'anarchistes dans d'autres maquis, mais il s'agit souvent d'individus essaimés de-ci de-là, sans lien entre eux. Notons aussi leur présence dans le réseau Robul Alfred et leur présence massive dans le Bataillon de la mort. Certains se retrouvent avec des responsabilités, comme La Rey, membre de la CNT et responsable de la Résistance à Montluçon, ou Emilio Castro Ballesta qui, avec sa compagne, le commandant Pariset et l'épouse de Tavet, dirigeant, à l'arrestation de ce dernier, le maquis du Limousin. Dans le Gers, la moitié des résistants de l'UNE sont confédéraux ; et ce n'est pas un cas isolé. Faute d'organisation

6. Sur le réseau Pat O'Leary, voir Henri Michel, *La guerre de l'ombre*, Paris, Grasset, 1970.

nationale de résistance, les anarchistes apparaissent peu, bien qu'ils soient très présents. Citons tout de même le maquis du barrage de l'Aigle, dirigé par José Germán González, militant de la CNT, qui est un haut lieu de la reconstruction de la CNT en exil et un des maquis les plus actifs de la Résistance. Ce maquis est pratiquement à 100 % confédéral, tout comme le maquis de Bort-les-Orgues. D'une manière générale, les maquis du Massif central, sont, en forte proportion, composés d'anarchistes espagnols, tout comme ceux issus des chantiers de barrages sur la Dordogne, des barrages de Marèges et de Chastang.

Bon nombre de ces maquisards se retrouveront dans le bataillon « *Libertad* », sous la responsabilité de l'anarchiste Santos. Ce bataillon atteint par la suite la pointe de Grave et libère le Lot et Cahors.

Enfin, la présence anarchiste est particulièrement remarquable dans la 2^e DB, qui compte bon nombre d'anarcho-syndicalistes tant et si bien qu'ils sont hégémoniques dans la 9^e compagnie du 3^e RMT, la « *Nueve* », pratiquement uniquement composée d'Espagnols, à l'exception du capitaine Dronne qui la commande. C'est elle qui entre la première dans Paris. Les premiers blindés portent des noms espagnols.

Les militants de la CNT-FAI sont bel et bien présents, la « *Nueve* » installe un premier canon, nommé *El Abuelo*, dans



25 août 1944, Paris. Le *Teruel*, un half-track de la « *Nueve* » sur les Champs-Élysées

l'hôtel de ville de Paris, ainsi que le premier drapeau... ironie du sort. Cette présence est complètement occultée par bon nombre d'historiens, tel Lapierre et Collins dans *Paris brûle-t-il ?* (édition R. Laffont 1964), Adrien Dansette dans *Histoire de la libération de Paris* (édition Fayard, 1946) où Henri Michel dans *La libération de Paris* (édition Comps, 1980). Même le capitaine Dronne semble frappé

d'amnésie dans son livre *La libération de Paris*, alors que, dans son journal de marche, il évoquait abondamment les combattants issus de la CNT-FAI⁷.

Les six derniers mois de la guerre sont ceux d'un courage effacé par un manque d'organisation nationale en réseau de résistance, qui condamne les anarchistes à l'oubli, pour certains à la mort.

7. Ce journal de marche est reproduit par Antonio Villanova dans son livre *Los Olvidados*, Paris, Ruedo Ibérico, 1969, pp. 371-450.

L'UNE, l'hégémonie dans le sang

Le mouvement libertaire est empêtré dans ses problèmes internes qui tournent autour de la question de savoir s'il faut participer ou non au gouvernement de la République espagnole en exil. La défaite contre Franco est encore dans tous les esprits et la question gouvernementale, qu'il aurait fallu tran-

sans se soucier un seul instant de leurs intérêts propres.

D'autres sont plus réalistes. Les communistes dirigent la UNE qui se veut hégémonique et se présente comme « l'unique mouvement de résistance espagnole ». Sur un plan historiographique, cette situation a permis aux historiens de passer allègrement sur la complexité des courants d'idées qui ani-

Cenetista en la Unión Nacional (ACUN). Si certains, quoique méfiants, sont tentés par la reconquête de l'Espagne proposée par la UNE, beaucoup d'anarchistes y adhèrent sous la menace et par peur des représailles. Les groupes de militants les plus avertis ont préféré intégrer les Forces françaises de l'intérieur (FFI), notamment dans le bataillon « *Libertad* ».



Montréjeau, Haute-Garonne, 1944. Des résistants espagnols à l'entraînement dans le parc du château

cher en juillet 1936, les anarchistes se la posent toujours, au point de négliger des aspects importants.

Le plus dramatique est certainement cette absence totale d'organisation des anarcho-syndicalistes espagnols en tant que corps dans la Résistance. Rien pour faire valoir leurs droits, aucune structure pour assurer l'arrivée d'armes, de ravitaillement : les anarcho-syndicalistes se sont fondus dans la Résistance comme nul autre,

maient les résistants espagnols, en les décrivant comme de simples anti-franquistes, voire carrément des communistes.

Cette conséquence n'est que la moins dramatique, car les volontés hégémoniques de l'UNE ne s'arrêtent pas là.

Les militants anarchistes n'ont pas rejoint unanimement la UNE. Certains y sont rentrés à contre-cœur, d'autres dans l'idée de contrecarrer l'influence des communistes, tels les militants de *la Agrupación*

Il faut souligner ici le travail essentiel fait dans ce sens par José Germán González, commandant du maquis du barrage de l'Aigle, qui organisa, à travers les groupes de travailleurs étrangers (GTE), l'entrée des cenétistes directement dans la Résistance française.

C'est que les réticences envers la UNE étaient grandes. Comme le disait Pierre Bertaux très cyniquement : « Le Parti communiste n'a pas de rancune, il n'a que des tactiques. » La



Septembre 1944, Toulouse. Des guérilleros espagnols lors du défilé de la victoire

phrase convient à merveille au Parti communiste espagnol.

On trouve dans la UNE des communistes, certes, mais aussi des anti-franquistes très tardifs, comme certains *requetés*, ces monarchistes absolutistes qui ont toujours brillé par leur conservatisme, et aussi les membres de la CEDA de Gil Robles. La CEDA est la droite espagnole qui était au pouvoir durant le *bienio negro*, ces années de toutes les répressions anti-anarchistes, d'avant 1936, quand le mot d'ordre était « pas de blessés, tirez au ventre ». Les anarcho-sindicalistes espagnols ont tous en tête les actes de répression d'avant la guerre, au point que la révolte paysanne de

Casas viejas transpire sur leurs chars. Et surtout la UNE est tenue par les communistes, ceux qui ont tué Berneri, Nin et tant d'autres. La UNE, c'est le gouvernement de Negrín, c'est la *telefónica*⁸...

La suite des événements va prouver que les inquiétudes des anarchistes n'étaient pas vaines. La UNE se sert d'appuis pour éliminer ses adversaires de toujours. Le 20 septembre 1944, Santos, qui dirige le bataillon « *Libertad* », reçoit l'ordre du colonel Ravanel de transférer 350 de ses hommes à la UNE. En même temps, l'ordre est donné de ne plus ravitailler le bataillon. En cas de refus, celui-ci devait être désarmé par

la UNE. Il préfère alors se dissoudre. Mais la UNE n'en reste pas là, elle fait pression, elle menace et elle tue ceux qui ne veulent pas se joindre à elle (anarchistes en particulier, mais pas seulement, on connaît des cas de socialistes qui subirent le même sort).

Ángel Aransaez, secrétaire du comité régional CNT de l'Aveyron, dénombre pour son département 56 exécutions sommaires. On en compte 13 dans l'Aude (crimes que des ex-guérilleros de la UNE avouèrent en octobre 1953).

Certains meurtres sont relatés dans *Le Républicain du Midi* d'août et novembre 1944. Tous sont commis sur des résistants socialistes et anarchistes en conflit avec la UNE. Á Lavelanet, Francisco Alberich et Mercedes Miralles sont retrouvés morts après avoir été appréhendés par des guérilleros de la UNE. Á Manse dans l'Ariège, Belmonte, anarchiste responsable d'une exploitation forestière où se cachent des réfractaires, est abattu avec son compagnon Molina pour avoir refusé que la UNE vienne contrôler leur organisation. On peut aussi s'interroger sur toute la série d'exécutions sommaires d'anarchistes commises par des inconnus dans le Lot, dont celle de l'agent de liaison de tous les maquis du Lot : José Mana dit « Martins ». Á Saint-Girons, Royo et un de ses compagnons de la CNT, qui étaient en conflit avec la UNE,

8. Camillo Berneri, anarchiste italienne, et Andres Nin, leader du *Partido obrero de unificación marxista* (POUM), furent assassinés à la suite des événements du central téléphonique de Barcelone, en mai 1937, lorsque les communistes lancèrent une offensive contre le POUM et la CNT-FAI.

échappent miraculeusement à l'incendie et le mitraillage de la maison de Royo. Sa compagne, ses deux enfants et trois de ses amis n'ont pas eu la même chance... En août 1945, Antonio Téllez, militant de la FIJL, lieutenant de la 9^e brigade des FFI de l'Aveyron, avertit Ángel Aransaez que la UNE a prévu d'envoyer un commando à Decazeville, contre le comité régional de la CNT.

Le capitaine espagnol Bariso, traducteur du commandant français du 412^e GTE, est enlevé. Aransaez va voir le responsable de la Résistance, Degoy dit Valzergues, qui lui déclare « Pas d'objection pour les traîtres » Ce qui montre une fois de plus la collusion de certaines instances de la Résistance avec la UNE. Aransaez et les principaux responsables de la CNT sont arrêtés par les francs-tireurs et partisans, mais sont libérés sous la pression des résistants libertaires qui les menacent d'insurrection armée (Aransaez était dans les FFI au barrage de l'Aigle).

Toute une série de cas similaires a été répertoriée. On peut consulter à ce sujet *Les dossiers noirs d'une certaine résistance* (Perpignan, éd. du CES, 1984), ainsi que le livre de Marie-Claude Rafaneau Boj, *Odyssée pour la liberté. Les camps de prisonniers espagnols* (Paris, Denoël, 1993), dans lesquels sont relatés les cas les plus flagrants ; mais ces ouvrages ne tiennent pas compte de tous les charniers inconnus et de toutes les disparitions. Il est un fait historique qui prouve la gravité

et l'importance de ces méthodes expéditives, il s'agit du rassemblement de l'essentiel du camp républicain espagnol contre la UNE.

Cette union se fait au sein de la *Alianza Democrática Española* (ADE), avec la participation de la Gauche républicaine, de l'Union républicaine, du Parti républicain fédéral démocratique, du Parti socialiste ouvrier espagnol, de la Gauche républicaine de Catalogne, du mouvement libertaire et des

centrales syndicales UGT et CNT. L'ADE dénonce les agissements de la UNE au gouvernement provisoire de la République française, en mentionnant, dans un communiqué officiel en 1944, toute une série d'exécutions sommaires, détentions abusives, pressions en tous genres perpétrées par la UNE.

Fin 1944, la famille Soler est brûlée vive dans sa ferme. Le fils en réchappe et parvient à contacter la CNT. Un plénum national est organisé et un



Janvier 1944, Toulouse. Antonio Téllez et Fermín Aldave



Sara Berenguer. Pendant l'occupation nazie, elle est membre de la CNT de Bram et assure les liaisons avec la résistance intérieure française dans l'Aude, l'Ariège, l'Hérault et la Haute-Garonne

ultimatum des plus menaçants est adressé au PCE :

« À partir de cette communication, la CNT n'est plus disposée à tolérer ni une brutalité, ni un attentat de plus. Elle rend directement responsable la direction du PCE, en la personne de ses dirigeants, de ce qui pourrait arriver. » La vague d'attentats s'arrête...

Après ce bref aperçu, qui ne prétend pas couvrir l'ensemble de la réalité, on peut se faire une idée de la complexité de la période, une complexité accentuée

par la situation d'un mouvement libertaire qui se cherche, qui n'est pas remis de sa défaite. Le mouvement est en pleine reconstruction, avec tout ce que cela implique de conflits, il n'a pas l'efficacité nécessaire au niveau national, ne serait-ce que pour protéger ses militants. Dans le même temps, les militants qui le composent sont des combattants aguerris, qui ont des réflexes de lutte, d'organisation clandestine au niveau local et qui sont très précieux pour la Résistance.

Si bien que l'on se retrouve devant un paradoxe : le mouvement libertaire est en plein dans la Résistance, mais ses préoccupations semblent ailleurs, dans un passé récent qu'il cherche à comprendre. Cela lui coûte cher... mais il n'a pas fini de souffrir. Pire que la lutte, il y a l'exil, un exil de quarante ans, d'une vie.

Qu'ils étaient dignes ces Espagnols que l'on rencontrait parfois dans la rue (que l'on rencontre encore quand on a de la chance). Souvent raillés, souvent pauvres, ils n'ont pas haï les Français, ils n'ont pas confondu la trahison de ceux qui dirigent à la bête ignorance du petit qui subit. Ils ne lui ont même pas reproché son ignorance. On a laissé Franco les massacrer, bourgeoisement, poliment, sans trop de vagues.

On leur a promis l'Espagne pour qu'ils apprennent aux Français à se battre. On a envoyé des émissaires auprès de Franco. Et quand ces résistants anarchistes espagnols qui se sont battus pour la France – les Sabaté, les Face-rías, les Ramón Capdevila –, plutôt que de se venger sur ceux qui les ont toujours trahis, sont repartis combattre Franco, seuls avec ceux d'Espagne qui maîtrisaient encore leur peur. Les gouvernements français de la IV^e et de la V^e Républiques, les ministres de l'Intérieur de ces gouvernements de gauche comme de droite, « résistants » comme Mitterrand, ces gouvernements ont collaboré avec la

police franquiste et permis qu'ils soient abattus comme des chiens.

Honneur aux braves !

P.-S.

Complément bibliographique

- J. Borras, *Políticas de los exiliados españoles*, 1944-1945, Paris, Ruedo Ibérico, 1976.

- A. Téllez Solá, *Sabaté*, Toulouse, Repère-Siléna, 1990.

- *Les anarchistes espagnols dans la tourmente* (1939-1945), Bulletin du Centre international de recherche sur l'anarchisme, Marseille, 1^{er} trimestre 1989.

- F. Montseny, *Seis años de mi vida* (1939-1945), Barcelone, Ed. Galba, 1978.

- D. Wingate Pike, *Jours de gloire, jours de honte : le parti communiste d'Espagne en France*. Paris, SEDES, 1984.



Ancey. Monument aux Espagnols morts pour la liberté dans les rangs de l'armée française et la Résistance (1940-1945)

On leur a promis l'Espagne pour qu'ils apprennent aux Français à se battre. On a envoyé des émissaires auprès de Franco. Et quand ces résistants anarchistes espagnols qui se sont battus pour la France – les Sabaté, les Facerías, les Ramón Vila Capdevila –, plutôt que de se venger sur ceux qui les ont toujours trahis, sont repartis combattre Franco, seuls avec ceux d'Espagne qui maîtrisaient encore leur peur, les gouvernements français de la IV^e et de la V^e Républiques, les ministres de l'Intérieur de ces gouvernements de gauche comme de droite, « résistants » comme Mitterrand, ces gouvernements ont collaboré avec la police franquiste et ont permis qu'ils soient abattus comme des chiens. Honneur aux braves !



Il y a deux choses qui, parce qu'elles sont iniques, commencent à s'effondrer dans le monde : le privilège de la classe qui fonda la civilisation du parasitisme, d'où est né le monstre de la guerre ; et le privilège du sexe mâle qui transforma la moitié du genre humain en êtres autonomes et l'autre moitié en êtres esclaves, et créa un type de civilisation unisexuelle : la civilisation masculine.

Suceso Portales, *Mujeres Libres*, 1938, n° 10

Mujeres libres

Durant les premières années du XX^e siècle, les anarchistes espagnols – hommes et femmes – ont exprimé une vision d'une société non-hiérarchique, communautaire, dans laquelle les femmes et les hommes participeraient sur un pied d'égalité.

Cependant, dans l'Espagne de la pré-guerre civile, la plupart des femmes étaient loin d'être « prêtes » à une participation avec les hommes dans la lutte pour concrétiser cette

nouvelle vision du monde. Même si le mouvement anarcho-syndicaliste organisé en *Confederación Nacional del Trabajo* (CNT) s'était orienté en priorité dans les luttes sur les lieux de travail, la majorité des femmes espagnoles n'étaient pas employées en usine. Beaucoup de celles qui occupaient un emploi salarié – la plupart dans l'industrie textile – travaillaient à domicile, payées à la pièce, et n'étaient pas syndiquées. Les femmes qui travail-

laient et avaient des familles continuaient à exercer un double emploi comme femmes au foyer et mères. Les formes particulières de l'oppression des femmes en Espagne, comme ailleurs, les maintenaient concrètement subordonnées aux hommes, même au sein du mouvement révolutionnaire anarchiste.

Si les femmes voulaient participer activement à la lutte sociale révolutionnaire, cela demandait une « préparation »

spéciale, une attention particulière aux réalités de leur subordination et de leurs expériences de vie particulières.

Une revue comme point de départ d'une lutte féministe non-mixte...

En mai 1936, trois femmes, grandes figures de l'anarcho-syndicalisme espagnol, Lucía Sánchez Saornil ¹, Mercedes Comaposada ² et Amparo Poch y Gascón ³, fondent la revue *Mujeres Libres*. 17 numéros seront publiés jusqu'à l'automne 1938.

« *Mujeres Libres*, le choix de ces deux mots n'était pas un pur hasard. Nous voulions donner au mot *mujeres* un contenu maintes fois nié. En l'associant à l'adjectif *libres* nous nous définissions comme absolument indépendantes de toute secte ou groupe politique, cherchant la revendication d'un concept – *mujer libre* – qui, jusqu'à présent, était connoté d'interprétations équivoques qui rabaisaient la condition de la femme, en même temps qu'elles prostituaient le



concept de liberté, comme si les deux termes étaient incompatibles...

Si nos forces sont à la mesure de nos aspirations, tout laisse présager que nous

1. Lucía Sánchez Saornil (13 décembre 1895-2 juin 1970), poète, militante anarchiste et féministe. Membre de la CNT et *Solidaridad Internacional Antifascista* (SIA), elle est connue pour ses publications dans de nombreux journaux. Ouvertement lesbienne, elle est régulièrement contrainte d'emprunter un pseudonyme masculin pour aborder l'homosexualité, alors criminalisée et soumise à la censure. Elle prendra part à plusieurs revues anarchistes, dont *Tierra y Libertad*. Exilée un temps en France, elle rentre en Espagne en 1942 pour échapper à la déportation et vit dans la clandestinité jusqu'en 1954. La revue *Agone* a publié de larges extraits d'un article de Lucía Sánchez Saornil dans *Solidaridad Obrera*, 8 novembre 1935, reproduit dans le *Monde Libertaire* n° 1729 (23-28 janvier 2014), où elle refuse la proposition d'une « page féminine » dans *Solidaridad Obrera* et annonce sa volonté de créer « un organe indépendant pour servir les fins que je me suis fixées ».

2. Mercedes Comaposada (14 août 1901-11 février 1994), avocate, professeure, rédactrice en cheffe de la revue *Mujeres Libres*, elle sera, en exil, sous la protection de la secrétaire de Picasso et participera toute sa vie à des revues, dont *Tierra y Libertad*. Ses archives et le manuscrit du livre qu'elle voulait publier ont, hélas, disparu.

3. Amparo Poch y Gascón (15 octobre 1902-15 avril 1968), une des premières femmes diplômées en médecine, malgré des origines très modestes. Auteure de *Dans la vie sexuelle de la femme*, livre dans lequel elle milite pour la liberté sexuelle et la bisexualité. Elle finit sa vie en exil en France, après de longues années de service à l'hôpital Joseph-Ducuing (autrefois appelé hôpital Varsovie) de Toulouse, où elle prendra soin de nombreux et nombreuses réfugiés espagnols.

pourrons développer intégralement le plan que nous avons conçu autour de l'élévation culturelle de la femme, qui peut apporter tant de bénéfices à la cause de la révolution. Parce que les choses ne vont pas s'arrêter à la revue. »

Lucía Sánchez Saornil

Emma Goldman* leur apporte immédiatement son soutien et encourage les femmes espagnoles à faire leur propre révolution au sein de la révolution communiste libertaire :

« Il ne peut y avoir de véritable émancipation tant qu'existe la prédominance d'un individu sur un autre ou d'une classe sur une autre. Et beaucoup moins de réalité aura l'émancipation de la race humaine alors qu'un sexe domine l'autre. Maintenant, c'est à vous, les femmes espagnoles : brisez vos chaînes. Le temps est venu pour vous d'élever votre dignité et votre personnalité, de revendiquer fermement vos droits en tant que femmes, en tant qu'individus libres, en tant que membres de la société, en tant que camarades dans la lutte contre le fascisme et pour la révolution sociale. »

Et le succès est au rendez-vous : *Mujeres Libres* devient la première organisation féministe autonome prolétarienne en Espagne.

L'Espagne avait précédemment connu d'autres mouvements féministes, mais l'originalité de *Mujeres Libres*, orga-



nisation pionnière, est d'avoir voulu et réussi à regrouper des féministes majoritairement ouvrières, alors que la plupart des mouvements féministes recrutent des membres principalement de la bourgeoisie, ou dans les classes moyennes.

En effet, s'il y avait beaucoup de femmes dans les syndicats de certaines branches, notamment dans le textile et la confection, rares étaient les femmes à qui on laissait la parole. Les femmes syndiquées étaient conscientes du nombre

* On peut lire *Vision on Fire* sur Emma Goldman dans la révolution espagnole : <https://libcom.org/files/Goldman%20-%20Vision%20on%20Fire%20->

de compagnes que les syndicats étaient en train de perdre ou de repousser.

Mary Nash ⁴, dans son livre *Rojas*, rapporte quant à elles, le cas d'une grève de quatre mois menée en 1915 dans quelques usines catalanes de pâtes alimentaires, visant à exclure les femmes des lieux de produc-

tion, sous prétexte qu'elles y occupaient des postes de travail masculins, et à imposer une réglementation du travail les empêchant de réaliser des travaux manuels dans ces usines. De fait, la majorité des syndicats espagnols de l'époque considéraient, tous principes mis à part, que la main-d'œuvre fé-

minine constituait une menace déloyale contre les conditions de travail et le niveau des salaires existants.

« **Les hommes ne savaient pas comment intégrer les femmes en tant que militantes. Les hommes et même de nombreuses femmes continuaient de les tenir pour**



1937, Barcelone. *Mujeres libres*

des militantes de second rang. Pour la majorité des hommes, je crois, la situation idéale était d'avoir une compagne qui ne s'oppose

pas à leurs idées, mais qui, dans la vie privée, soit à peu près comme les autres. [...] Par exemple, quand les hommes étaient emprison-

nés, les femmes devaient s'occuper des enfants, travailler pour faire vivre la famille, les visiter en prison... Là-dessus, les compagnes étaient très

4. Mary Nash : historienne, fondatrice du Centre de recherches historiques sur les femmes à l'université de Barcelone, présidente de l'*Asociación Española de Investigación de Historia de las Mujeres*, et co-directrice de *Arenal, Revista de Historia de las Mujeres*. Son livre a été traduit en français sous le titre *Femmes libres. mujeres libres : Espagne 1936-1939*. La Pensée Sauvage, 1977.



1936. Ouvrières de l'industrie de guerre

bonnes, mais pour nous ce n'était pas suffisant. Ça, ce n'était pas militer. »

Témoignage recueilli par Martha A. Ackelsberg⁵, in *Mujeres Libres. El anarquismo y la lucha por la emancipación de las mujeres*, Virus, Barcelone, 1999.

Mujeres Libres était et reste original d'abord à ce titre. Il l'était aussi dans les objectifs qu'il se fixait et où il se démarquait des organisations féministes traditionnelles. Tandis que pour ces dernières, il n'était pas question de remettre en cause le rôle traditionnel des femmes ou les structures sociales qui les enfermaient dans leur condition de dépendance, mais simplement d'élever leur

niveau de connaissances afin de mieux remplir leurs rôles d'épouses et de mères, *Mujeres Libres*, au contraire, qui se veut un mouvement politique rattaché idéologiquement à l'anarchisme, remet en cause ces structures et, s'il s'adresse aux femmes du peuple, c'est pour leur faire prendre conscience d'elles-mêmes en tant que femmes, en tant que productrices et les amener aux idées libertaires. « *Mujeres Libres se propose de créer une force féminine consciente et responsable qui se comporte comme avant-garde de la révolution.* » La révolution sociale doit révolutionner aussi la condition des femmes qui doivent mener deux combats pour abolir les rapports d'ex-

ploitation : l'un à l'extérieur, contre la société telle qu'elle est, l'autre à l'intérieur, contre la famille elle-même (parents, mari, enfants...). Il s'agit d'« émanciper la femme du triple esclavage auquel, généralement, elle a été et continue à être soumise : esclavage de l'ignorance, esclavage en tant que femme et esclavage en tant que productrice.

Leur plaidoyer pour une lutte séparée ne découlait pas seulement d'un engagement envers l'action directe et la satisfaction de besoins tels qu'exprimés par les intéressées. Il se développait à partir d'une analyse de la nature particulière de la société espagnole et son impact sur le mouvement anar-

5. Martha A. Ackelsberg, licenciée en sciences sociales, master et doctorat en philosophie politique, est enseignante et chercheuse au Smith College à Northampton (Massachusetts) en études féminine et des genres historienne, auteure de *Free Women of Spain : Anarchism and the Struggle for the Emancipation of Women*.

<https://racinesetbranches.wordpress.com/anarcha/mujeres-libres/>

chiste. *Mujeres Libres* insistait sur le fait que, dans ce contexte, l'action commune entre hommes et femmes ne ferait que perpétuer les modèles existants de domination masculine. Une lutte séparée était particulièrement nécessaire dans ce cas parce qu'elle était la seule manière à la fois de rendre possible la préparation efficace des femmes et de remettre en cause le sexisme des hommes.

La plupart des *mujeres libres* sont des travailleuses. De 1936 à 1939, elles conduisent les tramways et négocient avec le syndicat des transports de Madrid l'ouverture d'une auto-école pour remplacer les hommes partis au front. Elles ouvrent des centres de formation professionnelle, apprennent à tirer et à sauter en parachute. Elles sont pourtant contraintes de mendier auprès des syndicats le moindre local, le moindre subside.

Une importante réflexion est menée sur la meilleure éducation à donner aux enfants, privilégiant « la méthode de l'aide permettant l'épanouissement des richesses intrinsèques de chacun, évitant les punitions et les prix, « la mesquine compétition ». Une place importante est accordée à la puériculture, à l'éducation sexuelle, définie, selon les termes de l'époque, comme « la connaissance du fonctionnement physiologique de notre organisme, plus spécialement l'aspect eugénique et sexologique ».

À Barcelone, *Mujeres Libres* est notamment à l'origine de la création de la *Casa de la dona treballadora* (Maison de la femme travailleuse) et de la campagne en faveur de la réinsertion des prostituées dans les *Liberatorios de prostitución*. La prostitution est fermement combattue. Leur but n'est pas de l'aménager mais de l'éradiquer, en rendant les femmes

rent qu'elles aussi pouvaient trouver leur place dans la révolution. Alors, elles flanquèrent à la porte les propriétaires des maisons où elles travaillaient, et occupèrent les lieux de travail. Elles se proclamèrent les égales de tous.

Après beaucoup de débats houleux, elles créèrent un syndicat qui fut affilié à la



économiquement indépendantes et en réalisant une profonde révolution sociale et morale. Elles se désolent d'ailleurs de voir nombre de leurs camarades hommes fréquenter les maisons de passe.

La poétesse et écrivaine anglo-australienne Mary Low⁶ note aussi :

« Les prostituées s'occupèrent finalement elles-mêmes de leurs propres intérêts et surent faire valoir leurs droits. Un jour, elles compri-

CNT. Tous les bénéfices étaient partagés de façon égale. Sur la porte de chaque bordel, un écriteau remplaça le Sacré Cœur de Jésus.

Il disait : VOUS ÊTES PRIÉ DE TRAITER LES FEMMES COMME DES CAMARADES.

Sur ordre du comité ».

In *Carnets de la guerre d'Espagne*.

6. Mary Low (14 mai 1912-9 janvier 2007), écrivaine anglo-australienne qui s'engage en Espagne en 1936 au sein du POUM. En 1937, elle publie *Red spanish notebook*, salué par George Orwell.



A son apogée, en 1938, *Mujeres Libres* regroupait plus de 20 000 femmes.

***Mujeres Libres* et la CNT...**

Le 20 août 1937, se tient à Valence le premier et unique congrès de la Fédération nationale de *Mujeres Libres*, avec des délégations de Barcelone, Cuenca, Elda, Guadalajara, Horche, Lleida, Madrid, Mondejar, Tendilla, Valencia, Yebra, etc. *Mujeres Libres* se revendique quatrième pilier du mouvement libertaire espagnol.

En 1937, Mercedes Comaposada et Lucía Sánchez Saornil rencontrent Marianet (Mariano Vázquez, secrétaire national de la CNT et dirigeant implicite du mouvement liber-

taire) pour discuter de la reconnaissance de *Mujeres Libres* comme organisation autonome au sein du mouvement.

« Nous avons expliqué encore et encore ce que nous faisons : que nous ne tentions pas de détourner les femmes de la CNT mais, en fait, tentions de créer une situation dans laquelle elles pourraient aborder les questions spécifiques de femmes afin de devenir des militantes efficaces dans le mouvement libertaire. À la fin il a dit : «OK. Vous pouvez avoir tout ce que vous voulez – même des millions de pesetas pour l'organisation, l'éducation, etc. –, à la condition que vous travailliez aussi sur les questions qui ont de l'intérêt pour

nous, et pas seulement sur celles des femmes. »»

À ces mots, Lucía sauta en l'air et dit «Non. Cela nous ramènerait exactement à notre point de départ !» Et j'étais d'accord avec elle – et je le suis encore. L'autonomie était essentielle. S'ils ne nous la permettaient pas, alors nous aurions perdu l'objectif principal de l'organisation.

Témoignage de Mercedes Comaposada recueilli par Martha A. Ackelsberg.

En octobre 1938, la déception est grande quand le mouvement libertaire et la CNT refusent de considérer la Fédération nationale de *Mujeres Libres* comme une de ses composantes spécifiques.

« L'épisode final, et le plus dramatique, du combat pour la reconnaissance de *Mujeres Libres* a lieu au cours du plénum d'octobre 1938 de la CNT, où l'organisation a été admise avec beaucoup de réserves. Mis enfin au pied du mur, les délégués présents se voient dans l'obligation de s'exprimer sur la demande de l'organisation féminine. S'ils indiquent d'entrée qu'ils sont tout prêts à lui apporter un appui moral et matériel, ils ne s'en déclarent pas moins opposés à lui concéder, aux côtés de la CNT, la FAI et la FIJL, le statut de quatrième branche du mouvement libertaire :

1. L'anarcho-syndicalisme n'admettant pas de différence sexuelle, une organisation ex-

clusivement féminine ne peut pas se réclamer de l'anarchisme ;

2. L'existence de *Mujeres Libres* est source de confusion parce que le mouvement réalise des tâches qui incombent aux syndicats.

En conséquence, *Mujeres Libres* ne doit plus fonctionner comme une organisation autonome, mais se contenter d'œuvrer au sein des syndicats et des *ateneos* (centres culturels). Cette position pourrait passer sans doute pour l'expression de la culture profondément masculine qui inspirait les militants de la CNT. Mais elle est aussi, à notre sens, l'effet de la très forte culture d'organisation qui les anime. Il faut garder à l'esprit ce qui fait

l'originalité radicale de *Mujeres Libres* par rapport aux autres organisations de femmes, l'AMA ou le secrétariat féminin du POUM : alors que celles-ci furent les succursales féminines d'organisations majoritairement masculines, *Mujeres Libres* dut son existence à la seule volonté de certaines femmes de la CNT, qui imposèrent sa création sans consulter les instances de l'organisation mère. Si, ce faisant, le mouvement fut conséquent avec l'idéologie anarchiste dont il se réclamait, il est évident qu'il paya largement sa farouche volonté d'autonomie, un séparatisme incompréhensible pour de très nombreux militants. »



7. Miguel Chueca, linguiste à l'Université de Nanterre et auteur de nombreux articles dans Cairn.



Miguel Chueca ⁷, in *Agone* n° 43 : *Comment le genre trouble la classe ?*

Mujeres Libres s'est auto-dissoute dans les derniers mois de la République espagnole, alors que la déroute de l'armée républicaine ne fait plus de doute, lors de la chute de la Cata-

logne, bastion de l'association. Nombre d'entre elles ont été arrêtées, torturées, emprisonnées et beaucoup ont fini leur vie en exil.

« Les fondatrices de *Mujeres Libres* en Catalogne, sur la fin de leur vie, font confiance aux nouvelles géné-

rations pour poursuivre leur lutte jusqu'à la pleine libération de la femme, il reste encore beaucoup à faire pour y parvenir. »

Concha Liano ⁸ en 2012.

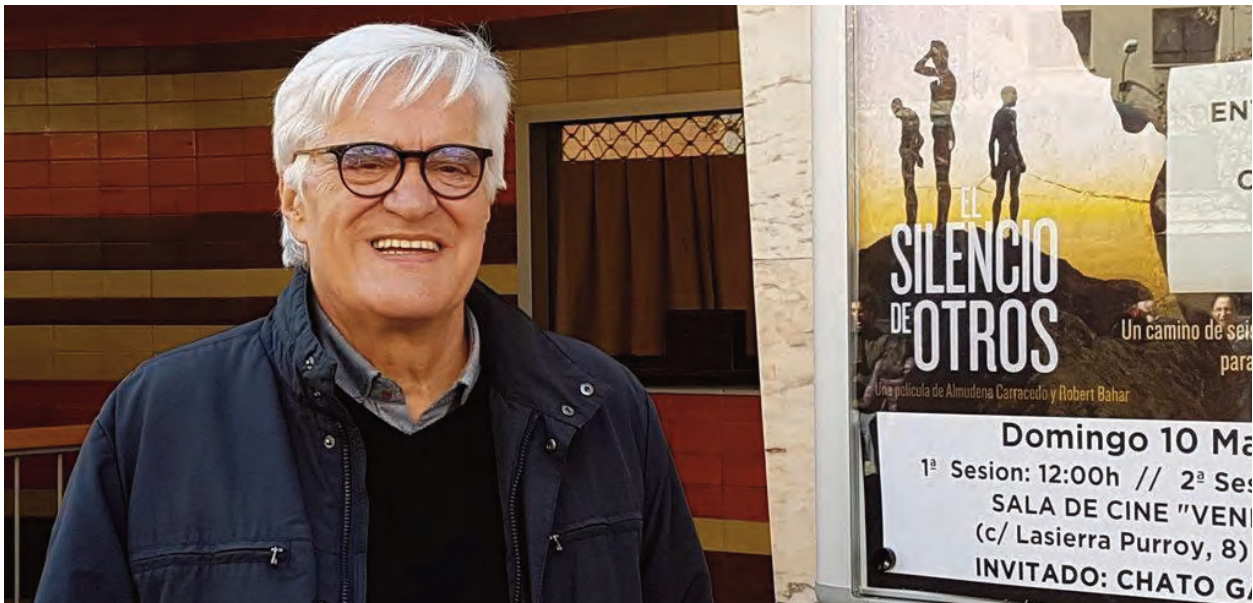
Femmes Libres
Saint-Etienne

Notre dignité en tant qu'êtres pensants, en tant que moitié de l'humanité que nous constituons, exige que nous nous intéressions de plus en plus à notre condition dans la société. Dans l'atelier, nous sommes plus exploitées que les hommes ; dans le foyer domestique, nous devons vivre avec les caprices d'un mari tyrannique.

Teresa Claramunt, "A la mujer", revue *Fraternidad*, Gijón, 1899

8. Concha Liano (24 novembre 1916-19 avril 2014), créatrice, très jeune, de *Agrupación Cultural Femenina* à Barcelone, elle rejoint *Mujeres Libres* dès sa création et écrira de nombreux articles dans sa revue éponyme.

Le militant politique et anti-franquiste Chato Galante est mort du coronavirus



Il n'a jamais cessé de se battre. Il a porté les marques de l'ignominie franquiste sur sa propre peau et a essayé, par tous les moyens, de faire en sorte que nous n'oublions jamais ce qui s'est passé en Espagne. L'activiste et homme politique José María Chato Galante est mort des suites du coronavirus, selon son propre compte sur le réseau social Twitter.

« Malheureusement, Chato Galante est décédé. Tous ses compagnons sont dévastés, mais nous continuerons son combat. Il était incontournable. « Son travail n'a pas été vain, peut-on lire dans le tweet posté sur son compte » ».

En 2018, Chato a porté plainte pour crime contre l'humanité contre *Billy el Niño*, son tortionnaire. On peut retrouver son témoignage dans le documentaire *El silencio de los otros* d'Almudena Carracedo et Robert Bahar.

Chato Galante (Madrid, 1948) a été prisonnier de la dictature et est passé à quatre reprises dans la sinistre direction générale de la sécurité de Madrid. Il a lutté contre l'oubli et a pourchassé inlassablement ceux qui ont perpétré ces crimes. Il a été membre de l'association des prisonniers et des personnes réprimées de la dictature franquiste *La Comuna*, et a appartenu à la Ligue commu-

niste révolutionnaire lorsqu'il a été arrêté et torturé à plusieurs reprises entre 1969 et 1973.

Chato Galante a consacré ses efforts et son engagement indéfectible pour la justice par l'intermédiaire de *La Comuna*, avec laquelle il a réussi à rassembler plus de 50 plaintes contre les crimes du franquisme sur lesquels enquêtait la juge argentine María Servini, dans le cadre de la *Querrela argentina*.

Nous reproduisons ici le témoignage de notre compagne Charo Arroyo, la coordinatrice du groupe *Memoria libertaria* de la CGT espagnole :

« J'ai rencontré Chato en 2012, lorsque nous nous sommes retrouvés dans le pétrin,

lors du procès en Argentine. La vérité est qu'au début, nous n'avions pas beaucoup d'accords. Mais, au fil des mois, les rencontres ont été nombreuses, nous avons appris à nous connaître.

Ce duo formé par Carlos Slepoy (l'avocat de la *Querrela argentina*) et Chato ressemblait à un train à grande vitesse très résistant. Grâce à l'impulsion qu'ils ont donnée au processus (sans diminuer le rôle des personnes qui luttèrent à leurs côtés), l'apport de Chato a été fondamental.

Aujourd'hui, je me sens comme une orpheline. Aujourd'hui, je ressens le vide que

je ressentais déjà il y a quelques mois lorsqu'une nouvelle alerte a ralenti tes activités, Chato. Pourtant, tu continuais à tirer la charrette à bras avec ton habituelle bonne humeur.

Combien de bons souvenirs, avec toi et Justa, j'ai mis dans mon sac à dos ? Ces jours passés à Ruesta (le village restauré par la CGT en Aragon). Je me souviens que tu aimais l'école et que tu aimais le village. Bien sûr, un écologiste comme toi ne pouvait que l'aimer.

Je n'arrive pas à m'exprimer clairement, les mots s'accumulent dans ma tête.

Mais je tiens à te dire qu'avec toi je me suis sentie aimée et re-

connue, que j'ai senti que tu m'appréciais pour ce que je représente dans le mouvement de récupération de la mémoire et la recherche de la justice : la CGT.

Je me sens seulement consolée par le fait que dans les limbes où tu vas voyager, une fois ton séjour ici-bas terminé, tu vas rencontrer des gens si bons et si proches de ta façon d'être, et vous allez passer un bon moment.

Salue Carly, Eladio et Cristina. De la part de Charo, dis-leur que nous allons parvenir à faire la Révolution.

Hasta siempre compañero »

Qui sommes-nous ?

Le collectif "Mémoire pour le futur" est composé de membres fondateurs de l'association 24 août 1944.

Cette association a participé à diverses commémorations et divers hommages à l'exil espagnol, dans le cadre étroit que nous proposaient les institutions.

Nous savions qu'avec la nouvelle législature politique en Espagne, les guerres culturelles s'intensifieraient, tout comme la mémoire historique serait l'un des principaux champs de bataille électorale. Certains la vilipendent et d'autres se l'approprient à des fins politiques, tout en transformant la mémoire en une sorte de caricature.

Nous refusons aujourd'hui l'appropriation de la mémoire historique par le PSOE, le parti qui a le plus gouverné l'État espagnol depuis 1978 et qui a été le principal garant de l'impunité des crimes de Franco et de la

continuité de l'appareil d'État franquiste, du système judiciaire, de la police et de l'armée.

Nous n'avons pas besoin du financement d'un parti et d'un gouvernement pour commémorer les nôtres. Malgré diverses sollicitations récentes, jamais le mouvement libertaire d'Espagne et de l'exil et la grande majorité des associations de mémoire historique n'ont accepté de collaborer avec le pouvoir.

Il est clair que notre conception de la mémoire historique est très différente du modèle manichéen que propose au jour d'hui le gouvernement espagnol.

Nous revendiquons vérité, justice et réparation pour nos parents, nos compagnes et nos compagnons qui ont été contraints à l'exil, pour ceux qui ont été emprisonnés, torturés ou assassinés pour une unique raison : ils se battaient avec acharnement pour une humanité

libre, débarrassée d'une caste politique qui aura toujours été à la botte des exploités et des oppresseurs.

Nous resterons fidèles aux nôtres, aux révolutionnaires de 1936, aux résistants au fascisme, et à l'engagement historique des organisations libertaires espagnoles.

À travers ce bulletin, nous souhaitons mettre à votre disposition des textes et des analyses concernant l'histoire des mouvements d'émancipation, mais concernant aussi les luttes sociales actuelles.

**MEMORIA
LIBERTARIA** 

Bulletin du collectif
"Mémoire pour le futur"

Imprimé par nos soins
memorialibertaria36@gmail.com

ISSN en cours